cogeco COMMUNICATIONS

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

COGECO COMMUNICATIONS PUBLIE SES RÉSULTATS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021

- **Les produits ont augmenté de 3,1 % (8,8 % selon un taux de change constant[(1)]) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 624,3 millions $.**
- **Le BAIIA ajusté[(1)] s'est établi à 297,0 millions $, une hausse de 0,8 % (5,8 % selon un taux de change constant).**
- **Les flux de trésorerie disponibles[(1)] se sont établis à 132,1 millions $, une hausse de 13,7 % (14,0 % selon un taux de change constant).**
- **Cogeco Communications a annoncé l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio.**
- **Un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ a été déclaré.**

Montréal, le 14 juillet 2021 – Cogeco Communications inc. (TSX : CCA) (« Cogeco Communications » ou la « Société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du troisième trimestre clos le 31 mai 2021, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021 :

- Les produits ont augmenté de 3,1 % pour atteindre 624,3 millions $. Sur la base d'un taux de change constant, les produits ont augmenté de 8,8 %, essentiellement en raison des facteurs expliqués ci-dessous :
    - Les produits tirés des Services à large bande canadiens ont augmenté de 10,2 % en raison de l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020, de l'impact cumulatif de la demande soutenue pour les services Internet haute vitesse résidentiels depuis le début de la pandémie et des hausses tarifaires entrées en vigueur pour certains services, facteurs contrebalancés en partie par un ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, ainsi que par la diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie, alors que certains clients ont décidé de s'abonner uniquement aux services Internet. Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom et de l'incidence de l'ajustement de 4,6 millions $ mentionné précédemment, les produits ont augmenté de 3,0 % selon un taux de change constant.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » de ce communiqué de presse.

- Les produits des Services à large bande américains ont augmenté de 7,2 % selon un taux de change constant, principalement en raison du nombre plus élevé de clients du service Internet, des hausses tarifaires entrées en vigueur pour certains services et de la suspension temporaire à l'exercice précédent des frais de retard facturés aux clients comme mesure d'allègement en raison de la pandémie de COVID-19, lesquels avaient été rétablis dans tous les États au plus tard en septembre 2020.

- Le BAIIA ajusté a augmenté de 0,8 % pour s'établir à 297,0 millions $. Sur la base d'un taux de change constant, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,8 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :

  - Le BAIIA ajusté des Services à large bande canadiens a augmenté de 6,4 % selon un taux de change constant, principalement en raison de la croissance des produits et de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom, facteurs contrebalancés en partie par l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, conjugué au plus grand nombre d'initiatives de vente et de marketing reportées au second semestre de l'exercice dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom et de l'incidence de l'ajustement de 4,6 millions $ mentionné précédemment, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,6 % selon un taux de change constant.

  - Le BAIIA ajusté des Services à large bande américains a augmenté de 5,9 % selon un taux de change constant, principalement en raison de la croissance des produits découlant de la demande de plus en plus grande des clients pour les offres de services Internet haute vitesse et des hausses tarifaires entrées en vigueur pour certains services, facteurs contrebalancés en partie par un profit non récurrent de 1,7 million $ US lié à la cession d'immobilisations corporelles comptabilisé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020, conjugué au plus grand nombre d'initiatives de vente et de marketing reportées au second semestre de l'exercice dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Compte non tenu du profit non récurrent relativement à la cession d'immobilisations corporelles, le BAIIA ajusté a augmenté de 8,0 % selon un taux de change constant.

- Le bénéfice de la période s'est chiffré à 102,8 millions $, dont une tranche de 95,7 millions $, ou 2,02 $ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société, contre 96,7 millions $ et une tranche de 90,8 millions $, ou 1,89 $ par action, pour la période correspondante de l'exercice 2020. L'augmentation tient surtout à une diminution des charges financières et à une augmentation du BAIIA ajusté, facteurs contrebalancés en partie par la dépréciation du dollar américain, ainsi que par une hausse du total de la charge d'impôts.

- Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 13,7 % (14,0 % selon un taux de change constant) pour s'établir à 132,1 millions $, en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté, de la diminution des impôts exigibles notamment à la suite de l'harmonisation de la législation fiscale québécoise avec la mesure d'amortissement accéléré aux fins de l'impôt fédéral, ainsi qu'en raison de la diminution des charges financières, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des dépenses d'investissement.

- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont diminué de 6,2 %, pour atteindre 264,6 millions $, essentiellement en raison de l'augmentation des impôts sur le résultat payés et de la dépréciation du dollar américain, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des intérêts payés.

- Cogeco Communications a racheté et annulé 414 000 actions subalternes à droit de vote, pour une contrepartie totale de 49,0 millions $.

- Cogeco Communications maintient ses projections financières révisées pour l'exercice 2021, publiées le 14 janvier 2021.

- Cogeco Communications a publié ses projections financières préliminaires pour l'exercice 2022. Sur la base d'un taux de change constant, la Société prévoit que, pour l'exercice 2022, la croissance des produits et du BAIIA ajusté se situera entre 3,5 % et 5,5 %. Les acquisitions d'immobilisations corporelles devraient se chiffrer entre 690 millions $ et 720 millions $, y compris des investissements nets liés à des projets d'expansion du réseau se chiffrant environ entre 230 millions $ et 240 millions $ qui augmenteront la zone de couverture de la Société au Canada et aux États-Unis. En raison de ces initiatives de croissance, les flux de trésorerie disponibles devraient diminuer de 30 % à 35 %. Compte non tenu des projets d'expansion du réseau pour l'exercice 2022, la croissance des flux de trésorerie disponibles devrait autrement se situer entre 13 % et 18 % sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée.

- Au cours de sa réunion du 14 juillet 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ par action, comparativement à un dividende de 0,58 $ par action au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2020.

« Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits de la performance de Cogeco Communications pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, qui cadre avec les résultats prévus selon un taux de change constant », a déclaré M. Philippe Jetté, président et chef de la direction de Cogeco Communications inc.

« Au Canada, nous continuons de constater des tendances positives en ce qui a trait à nos services Internet et à la croissance de nos activités du secteur résidentiel, compte tenu des changements survenus au cours de la dernière année relativement à la manière de travailler et de vivre des Canadiens », a déclaré M. Jetté. « Au cours du trimestre, Cogeco Connexion a annoncé plusieurs projets d'expansion de son réseau en collaboration avec les gouvernements du Québec et de l'Ontario dans le but d'étendre ses services Internet haute vitesse dans les zones peu desservies ou non desservies. Le CRTC a pris la décision de maintenir les tarifs de gros pour les services à large bande fixés en 2016 plutôt que d'adopter les taux encore moins élevés fixés en 2019, ce qui fournit un cadre réglementaire plus stable en attendant que le CRTC effectue son examen de la méthode servant à établir ces tarifs. Cette décision favorisera la continuité de nos investissements actuels visant à accroître l'accès aux services Internet haute vitesse dans les communautés à l'extérieur des grands centres urbains. De plus, Cogeco a accueilli favorablement la décision du CRTC sur les services sans fil mobiles qui permet aux joueurs régionaux, qui investissent dans des infrastructures de télécommunications et du spectre, d'avoir accès aux réseaux sans fil des principaux fournisseurs canadiens. Ce cadre réglementaire nous procure plus de clarté dans le développement de nos plans pour offrir des services sans fil mobiles, en faisant preuve de discipline financière. »

« De son côté, Atlantic Broadband a affiché une hausse soutenue des produits et du BAIIA ajusté, ainsi qu'une augmentation du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse qui constitue une tendance globale qui s'explique notamment par notre stratégie axée avant tout sur les services à large bande lancée au deuxième trimestre », a ajouté M. Jetté. « De plus, nous avons récemment annoncé l'acquisition, par Atlantic Broadband, des systèmes de câblodistribution de WOW en Ohio, ce qui représente une transaction hautement stratégique nous permettant de faire croître davantage nos activités à large bande aux États-Unis, qui sont déjà rentables et en croissance. »

« Nous avons récemment dévoilé l'engagement de Cogeco en matière de diversité et d'inclusion, qui se trouve sur le site Web de la Société. Même si l'inclusion sociale est au cœur de Cogeco depuis fort longtemps, nous énonçons maintenant publiquement l'importance que nous accordons à la diversité et à l'inclusion et nous nous engageons à poursuivre nos actions dans ce domaine. En outre, nous sommes heureux de figurer pour la quatrième année consécutive dans le palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada de Corporate Knights, où nous occupons la 22^{e} place du classement, soit notre meilleure performance à ce jour. De plus, pour une deuxième année, Cogeco a reçu la certification Entreprises généreuses accordée par Imagine Canada, qui sert à reconnaître le leadership exceptionnel en matière d'investissement dans la communauté et de responsabilité sociale au Canada. Nous sommes fiers de ces marques de reconnaissance alors que nous continuons de renforcer nos pratiques en matière de responsabilité sociale et d'investir dans celles-ci, afin de nous assurer que la Société exerce ses activités de façon responsable et durable, tout en étant une entreprise citoyenne remarquable », a conclu M. Jetté.

ACQUISITION DES SYSTÈMES DE CÂBLODISTRIBUTION DE WIDEOPENWEST EN OHIO

Le 30 juin 2021, Cogeco Communications a annoncé qu'Atlantic Broadband avait conclu un accord définitif avec WideOpenWest, Inc. (« WOW ») pour acquérir tous ses systèmes de câblodistribution en Ohio (les « systèmes de câblodistribution en Ohio »). La valeur des systèmes de câblodistribution en Ohio s'élève à 1,125 milliard $ US, majorée des coûts de transaction et des coûts de financement. Les systèmes de câblodistribution en Ohio couvrent environ 688 000 foyers et entreprises de Cleveland et de Columbus et desservaient environ 196 000 clients des services Internet, 61 000 clients des services vidéo et 35 000 clients des services de téléphonie au 31 mars 2021. Cette acquisition est hautement stratégique pour Cogeco Communications puisqu'elle est complémentaire à la zone de couverture actuelle d'Atlantic Broadband et qu'elle permet de tirer parti de sa plateforme existante. Le prix d'achat et les coûts de transaction seront financés à l'aide d'un financement par emprunt garanti de 900 millions $ US fourni à Atlantic Broadband, ainsi que par les fonds en caisse excédentaires. L'acquisition est assujettie aux approbations réglementaires ainsi qu'aux autres conditions de clôture habituelles et devrait être conclue durant le premier trimestre de l'exercice 2022.

PANDÉMIE DE COVID-19

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence sur nos activités quotidiennes même si les restrictions en matière de santé publique commencent à être levées partiellement alors que les campagnes de vaccination se poursuivent au Canada et aux États-Unis. Notre priorité demeure d'assurer le bien-être de nos employés, de nos clients et de nos partenaires d'affaires. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021, les tendances observées au cours des derniers trimestres se sont maintenues. Ces facteurs sont principalement liés à la demande soutenue à l'égard de notre service Internet haute vitesse résidentiel, étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement, ainsi qu'à la réduction de certaines charges en raison d'une clientèle plus stable (moins de connexions et de déconnexions) et à l'impossibilité d'utiliser l'ensemble des circuits de vente habituels. En ces circonstances inhabituelles, nous avons également décidé, au cours du premier semestre de l'exercice 2021, de reporter certaines charges de vente et certains frais de marketing au second semestre de l'exercice dans les deux pays. Nous nous attendons à ce que la tendance actuelle du travail à domicile se poursuive après la pandémie de COVID-19, où un plus grand nombre de personnes travailleront depuis la maison qu'avant la pandémie, que ce soit périodiquement ou à temps plein. Nos divers projets d'expansion du réseau devraient profiter de cette tendance, surtout dans les zones peu desservies ou non desservies. Bien que nous sommes satisfaits des résultats financiers à ce jour compte tenu des circonstances, nous continuons de gérer la situation avec prudence, puisque des incertitudes subsistent quant aux éventuelles répercussions de la pandémie sur les aspects humain, opérationnel et financier. Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures.

AU SUJET DE COGECO COMMUNICATIONS

Cogeco Communications inc. est une société de communications. Elle est le 8e câblodistributeur en importance en Amérique du Nord. Au Canada, elle exerce ses activités sous le nom Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et sur la côte Est des États-Unis, sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États, du Maine jusqu'en Floride). Cogeco Communications inc. fournit aux clientèles résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Les actions subalternes à droit de vote de Cogeco Communications inc. sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CCA).

- 30 -

Renseignements :

Investisseurs
Patrice Ouimet
Premier vice-président et chef de la direction financière
Cogeco Communications inc.
Tél. : 514 764-4700
patrice.ouimet@cogeco.com

Médias
Marie-Hélène Labrie
Première vice-présidente et chef des affaires publiques, des communications et de la stratégie
Cogeco Communications inc.
Tél. : 514 764-4700
marie-helene.labrie@cogeco.com

Conférence téléphonique :

Jeudi 15 juillet 2021 à 11 h (heure avancée de l'Est)

Une webdiffusion en direct sera disponible sur le site Web de Cogeco Communications à l'adresse https://corpo.cogeco.com/cca/fr/investisseurs/relations-avec-les-investisseurs/. Les membres de la communauté financière pourront accéder à la conférence téléphonique et soumettre des questions. Les représentants des médias sont invités à y assister à titre d'auditeurs seulement. Cette webdiffusion sera disponible sur le site Web de Cogeco Communications pour une période de trois mois.

Prière d'appeler de cinq à dix minutes avant le début de la conférence en utilisant l'une des liaisons téléphoniques suivantes :

Numéro d'accès pour le Canada et les États-Unis : **1 877 291-4570**
Numéro d'accès international : **1 647 788-4919**

Pour se joindre à la conférence, les participants n'ont qu'à mentionner le nom de la société qui organise la conférence au téléphoniste, soit Cogeco inc. ou Cogeco Communications inc.

cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2021

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les 31 mai					Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[1][2]	Incidence du taux de change[1]	**2021**	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[1][2]	Incidence du taux de change[1]
	$	$	%	%	$	**$**	$	%	%	$
Opérations										
Produits	**624 308**	605 821	3,1	8,8	(34 874)	**1 877 769**	1 779 115	5,5	8,1	(45 642)
BAIIA ajusté[2]	**296 999**	294 717	0,8	5,8	(14 700)	**915 086**	854 194	7,1	9,4	(19 402)
Marge du BAIIA ajusté[2]	**47,6 %**	48,6 %				**48,7 %**	48,0 %			
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[3]	**1 225**	12	—			**4 770**	5 531	(13,8)		
Bénéfice de la période	**102 786**	96 724	6,3			**328 241**	300 443	9,3		
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 702**	90 771	5,4			**305 317**	284 340	7,4		
Flux de trésorerie										
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**264 621**	282 229	(6,2)			**737 512**	663 074	11,2		
Acquisitions d'immobilisations corporelles[4]	**126 570**	123 653	2,4	11,3	(11 093)	**358 006**	355 795	0,6	4,6	(14 187)
Flux de trésorerie disponibles[2]	**132 070**	116 158	13,7	14,0	(386)	**415 454**	344 064	20,7	21,1	(1 070)
Intensité du capital[2]	**20,3 %**	20,4 %				**19,1 %**	20,0 %			
Situation financière[5]										
Trésorerie et équivalents de trésorerie						**305 440**	366 497	(16,7)		
Total de l'actif						**7 020 030**	6 804 197	3,2		
Endettement[6]						**3 128 047**	3 179 926	(1,6)		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société						**2 348 645**	2 268 246	3,5		
Données par action[7]										
Bénéfice par action										
De base	**2,02**	1,89	6,9			**6,42**	5,84	9,9		
Dilué	**2,01**	1,87	7,5			**6,36**	5,78	10,0		
Dividendes	**0,64**	0,58	10,3			**1,92**	1,74	10,3		

(1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2020, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,3994 $ CA pour 1 $ US et de 1,3466 $ CA pour 1 $ US, respectivement.

(2) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

(3) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient surtout des frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio, annoncée le 30 juin 2021, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient surtout des changements organisationnels apportés à l'échelle de la Société, qui se sont traduits par une optimisation des coûts, ainsi que de l'acquisition et de l'intégration de Thames Valley Communications, dont l'acquisition a été conclue le 10 mars 2020.

(4) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 137,7 millions $ et à 372,2 millions $, respectivement, selon un taux de change constant.

(5) Au 31 mai 2021 et 31 août 2020.

(6) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme.

(7) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT DE GESTION

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2021

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2021 » du rapport de gestion annuel 2020 de la Société ainsi que « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 » et « Projections financières préliminaires pour l'exercice 2022 » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce (y compris les perturbations potentielles dans notre chaîne d'approvisionnement), à la réglementation, aux crises et aux urgences en matière de santé publique, comme l'actuelle pandémie de COVID-19, à la technologie (y compris le risque lié à la cybersécurité), aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2020 de la Société et du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes annexes de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2020 de la Société.

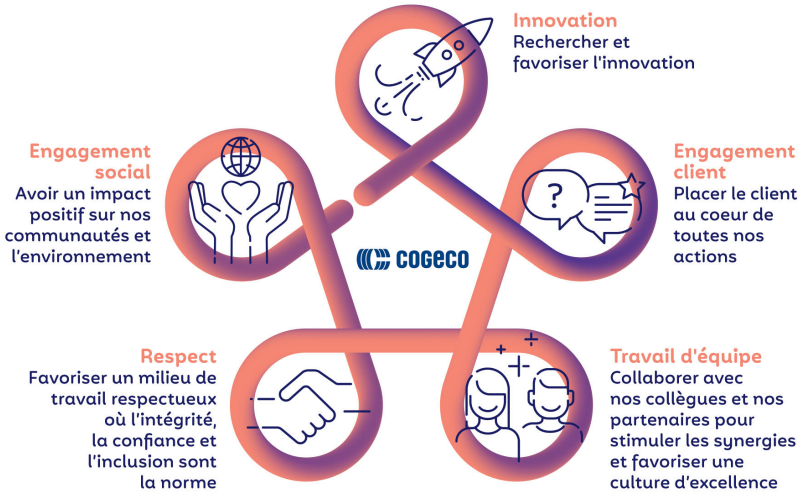
Dans le cadre de la préparation de ce rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 14 juillet 2021, soit la date du présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à corpo.cogeco.com.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Notre Mission

Rassembler les gens grâce à des expériences de communication et de divertissement remarquables

Nos valeurs communes



Notre Vision

Être l'organisation qui procure la meilleure valeur durable à ses parties prenantes

Cogeco réalisera cette vision en se concentrant sur les piliers de croissance suivants

Expérience client

Offrir une expérience client distinctive en mettant l'accent sur les besoins de nos clients

Expérience employé

Favoriser un milieu de travail hautement collaboratif, mobilisant et inclusif

Expansion du marché

Accroître notre portée géographique et développer de nouveaux segments de marché

Rapport coût-efficacité

Optimiser l'efficacité opérationnelle et accroître les synergies

Valeur de la marque

Bâtir une marque forte et socialement responsable

Chaque unité d'affaires au sein de la Société a donc conçu un plan stratégique qui concorde avec les piliers de croissance définis ci-dessus. Pour plus de détails au sujet des grands points de ces plans stratégiques, se reporter au rapport annuel de 2020 de la Société, disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société, à corpo.cogeco.com.

La Société mesure sa performance financière à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté[(1)], ses flux de trésorerie disponibles[(1)] et l'intensité du capital[(1)], sur la base d'un taux de change constant[(1)].

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Dans l'ensemble, les résultats financiers du troisième trimestre de l'exercice 2021 ont été conformes aux projections financières révisées de Cogeco Communications publiées le 14 janvier 2021. Par conséquent, Cogeco Communications maintient ses projections financières révisées pour l'exercice 2021.

Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 ».

PRODUITS

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 5,5 % (8,1 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 3,2 % (8,8 % selon un taux de change constant) du secteur des Services à large bande américains; et
- une augmentation de 7,5 % (7,5 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable aux produits générés par l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020; facteurs partiellement contrebalancés par
- un ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 au sein du secteur des Services à large bande canadiens.

Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, ainsi que de l'incidence de la comptabilisation d'un montant de 4,6 millions $ à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, les produits ont augmenté de 5,0 % selon un taux de change constant pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

BAIIA AJUSTÉ[(1)]

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,1 % (9,4 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de 9,0 % (8,8 % selon un taux de change constant) du secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable à la croissance des produits et à l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom, facteurs contrebalancés en partie par un ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés; et
- une augmentation de 5,2 % (10,8 % selon un taux de change constant) du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à la croissance des produits et à l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications, facteurs contrebalancés en partie par un profit non récurrent à la cession d'immobilisations corporelles de 1,7 million $ US comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2020.

De plus, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a bénéficié du report de certaines activités de vente et de marketing dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains, dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, de l'incidence de 4,6 millions $ comptabilisée à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés et du profit non récurrent à la cession d'immobilisations corporelles de 1,7 million $ US, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,0 % selon un taux de change constant pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL[(1)]

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles sont demeurées comparables à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, avec une augmentation globale de 0,6 % (4,6 % selon un taux de change constant) en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains afin de soutenir la croissance des produits du secteur découlant de la demande accrue à l'égard du service Internet haute vitesse, conjuguée aux mises à niveau de l'équipement et au calendrier de certaines initiatives, ainsi qu'à l'accélération de l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19; facteurs partiellement contrebalancés par

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

- la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, en raison principalement du calendrier de certaines initiatives.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 19,1 %, contre 20,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des produits et de la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES[1]

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 20,7 % (21,1 % selon un taux de change constant) principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ pour l'exercice 2020; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation des dépenses d'investissement.

2.2 PROJECTIONS FINANCIÈRES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE 2021 ET PROJECTIONS FINANCIÈRES PRÉLIMINAIRES POUR L'EXERCICE 2022

Les rubriques qui suivent comprennent des énoncés prospectifs concernant les perspectives financières de Cogeco Communications. Pour une description des facteurs de risque qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement des prévisions de Cogeco Communications, veuillez consulter la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel 2020 de la Société.

PROJECTIONS FINANCIÈRES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE 2021

Cogeco Communications maintient ses projections financières révisées pour l'exercice 2021, publiées le 14 janvier 2021.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a révisé ses projections financières pour l'exercice 2021, publiées le 27 octobre 2020, pour tenir compte de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020, et des solides résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2021. Les projections financières excluent l'incidence de l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio et des coûts de transaction connexes, acquisition qui devrait être conclue durant le premier trimestre de l'exercice 2022, ainsi que l'incidence d'autres acquisitions possibles. La définition de l'intensité du capital et des flux de trésorerie disponibles ne tient pas compte de l'acquisition de licences de spectre (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS »). Les projections tiennent compte de l'expérience opérationnelle acquise durant la pandémie de COVID-19 jusqu'à aujourd'hui, mais excluent les possibles répercussions significatives inattendues de celle-ci.

Le tableau suivant compare les projections financières révisées sur une base consolidée pour l'exercice 2021 et les projections financières pour l'exercice 2021 publiées le 27 octobre 2020.

	14 janvier 2021	27 octobre 2020
	Projections révisées	Projections initiales
	Exercice 2021 (selon un taux de change constant)[1]	Exercice 2021 (selon un taux de change constant)
Projections financières		
Produits	**Entre le milieu et le haut d'une fourchette de croissance à un chiffre[2]**	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre
BAIIA ajusté	**Entre le milieu et le haut d'une fourchette de croissance à un chiffre[2]**	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre
Intensité du capital	**Environ 20 %**	Environ 20 %
Flux de trésorerie disponibles	**Au bas d'une fourchette de croissance à deux chiffres[3]**	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre

(1) Les projections financières pour l'exercice 2021 sont fondées sur un taux de change constant de 1,3456 $ CA pour 1 $ US.

(2) L'acquisition de DERYtelecom devrait avoir une incidence positive d'environ 3 % sur les produits et le BAIIA ajusté de l'exercice 2021.

(3) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 11 %.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

PROJECTIONS FINANCIÈRES PRÉLIMINAIRES POUR L'EXERCICE 2022

La Société présente ses projections financières préliminaires sur la base d'un taux de change constant et estime que cette présentation permet une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change. Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les projections financières préliminaires excluent l'incidence de l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio et des coûts de transaction connexes, acquisition qui devrait être conclue durant le premier trimestre de l'exercice 2022, ainsi que l'incidence d'autres acquisitions possibles. La définition de l'intensité du capital et des flux de trésorerie disponibles ne tient pas compte de l'acquisition de licences de spectre (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS »). Les projections tiennent compte de l'expérience opérationnelle acquise durant la pandémie de COVID-19 jusqu'à aujourd'hui, mais excluent les possibles répercussions significatives inattendues de celle-ci.

Sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée, Cogeco Communications prévoit que la croissance des produits se situera entre 3,5 % et 5,5 % pour l'exercice 2022, principalement en raison de la croissance interne au sein du secteur des Services à large bande américains, de la demande soutenue prévue pour le service Internet résidentiel attribuable à la stratégie axée avant tout sur les services à large bande et de la croissance dans le secteur commercial dans le contexte de l'après-pandémie. Dans le secteur des Services à large bande canadiens, la croissance des produits devrait provenir principalement de la forte demande relative au service Internet résidentiel, des ventes incitatives de services accrus auprès de clients, du récent lancement du produit IPTV, ainsi que de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom pour un exercice complet.

Sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée, la croissance du BAIIA ajusté pour l'exercice 2022 devrait se situer entre 3,5 % et 5,5 %, principalement en raison de la croissance des produits supérieure à la croissance des charges d'exploitation dans les secteurs des Services à large bande américains et canadiens.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles devraient se situer entre 690 millions $ et 720 millions $, comprenant des projets d'expansion du réseau se chiffrant environ entre 230 millions $ et 240 millions $ déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui se traduira par un ratio d'intensité du capital d'environ 27 %, ou 18 % en excluant les projets d'expansion du réseau axés sur la croissance. Le ratio d'intensité du capital devrait augmenter dans le secteur des Services à large bande canadiens, principalement en raison des projets gouvernementaux d'expansion du réseau qui augmenteront la zone de couverture de la Société dans les provinces du Québec et de l'Ontario et, dans une moindre mesure, des investissements dans l'infrastructure de DERYtelecom afin d'offrir des vitesses Internet accrues, ainsi que le produit IPTV. Le ratio d'intensité du capital du secteur des Services à large bande américains devrait également augmenter uniquement en raison des projets d'expansion du réseau qui augmenteront la zone de couverture de la Société dans plusieurs régions adjacentes à son réseau. Étant donné que la construction des projets prendra la majeure partie de l'exercice, on prévoit dans les deux secteurs une croissance des foyers câblés vers la fin de l'exercice, ainsi que des produits supplémentaires au cours de l'exercice suivant.

Sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée, la diminution des flux de trésorerie disponibles devrait se situer entre 30 % et 35 %, essentiellement en raison de la croissance du BAIIA ajusté, facteur plus que contrebalancé par l'augmentation du ratio d'intensité du capital, des charges financières et des impôts exigibles. Compte non tenu des projets d'expansion du réseau axés sur la croissance pour l'exercice 2022, la croissance des flux de trésorerie disponibles devrait autrement se situer entre 13 % et 18 % sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée.

Le tableau qui suit présente les projections financières préliminaires consolidées de la Société pour l'exercice 2022.

	Projections préliminaires[1]
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**Exercice 2022 (selon un taux de change constant)**
Projections financières	
Produits	**Augmentation de 3,5 % à 5,5 %[2]**
BAIIA ajusté	**Augmentation de 3,5 % à 5,5 %[2]**
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**690 $ à 720 $[3]**
Intensité du capital	**Environ 27 %**
Flux de trésorerie disponibles	**Diminution de 30 % à 35 %[4]**

(1) Les projections financières préliminaires pour l'exercice 2022 présentées en pourcentage reflètent les augmentations par rapport aux projections pour l'exercice 2021.

(2) L'acquisition de DERYtelecom devrait avoir une incidence positive d'environ 1 % sur les produits et le BAIIA ajusté de l'exercice 2022.

(3) Les projections financières préliminaires pour l'exercice 2022 sont fondées sur un taux de change constant de 1,2700 $ CA pour 1 $ US.

(4) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 13 %.

2.3 MISE À JOUR RELATIVE AUX RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ACTIVITÉS ET LES RÉSULTATS

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence sur nos activités quotidiennes même si les restrictions en matière de santé publique commencent à être levées partiellement alors que les campagnes de vaccination se poursuivent au Canada et aux États-Unis. Notre priorité demeure d'assurer le bien-être de nos employés, de nos clients et de nos partenaires d'affaires. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021, les tendances observées au cours des derniers trimestres se sont maintenues. Ces facteurs sont principalement liés à la demande soutenue à l'égard de notre service Internet haute vitesse résidentiel, étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement, ainsi qu'à la réduction de certaines charges en raison d'une clientèle plus stable (moins de connexions et de déconnexions) et à l'impossibilité d'utiliser l'ensemble des circuits de vente habituels. En ces circonstances inhabituelles, nous avons également décidé, au cours du premier semestre de l'exercice 2021, de reporter certaines charges de vente et certains frais de marketing au second semestre de l'exercice dans les deux pays.

Nous nous attendons à ce que la tendance actuelle du travail à domicile se poursuive après la pandémie de COVID-19, où un plus grand nombre de personnes travailleront depuis la maison qu'avant la pandémie, que ce soit périodiquement ou à temps plein. Nos divers projets d'expansion du réseau devraient profiter de cette tendance, surtout dans les zones peu desservies ou non desservies.

Bien que nous sommes satisfaits des résultats financiers à ce jour compte tenu des circonstances, nous continuons de gérer la situation avec prudence, puisque des incertitudes subsistent quant aux éventuelles répercussions de la pandémie sur les aspects humain, opérationnel et financier. Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures. Pour obtenir plus de détails, se reporter aux rubriques « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 » et « Projections financières préliminaires pour l'exercice 2022 ».

3. DÉVELOPPEMENTS DE L'ENTREPRISE ET EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio

Le 30 juin 2021, Cogeco Communications a annoncé qu'Atlantic Broadband avait conclu un accord définitif avec WideOpenWest, Inc. (« WOW ») pour acquérir tous ses systèmes de câblodistribution en Ohio (les « systèmes de câblodistribution en Ohio »). La valeur des systèmes de câblodistribution en Ohio s'élève à 1,125 milliard $ US, majorée des coûts de transaction et des coûts de financement. Les systèmes de câblodistribution en Ohio couvrent environ 688 000 foyers et entreprises de Cleveland et de Columbus et desservaient environ 196 000 clients des services Internet, 61 000 clients des services vidéo et 35 000 clients des services de téléphonie au 31 mars 2021. Cette acquisition est hautement stratégique pour Cogeco Communications puisqu'elle est complémentaire à la zone de couverture actuelle d'Atlantic Broadband et qu'elle permet de tirer parti de sa plateforme existante.

Le prix d'achat et les coûts de transaction seront financés à l'aide d'un financement par emprunt garanti de 900 millions $ US fourni à Atlantic Broadband, ainsi que par les fonds en caisse excédentaires. L'acquisition est assujettie aux approbations réglementaires ainsi qu'aux autres conditions de clôture habituelles et devrait être conclue durant le premier trimestre de l'exercice 2022.

Atlantic Broadband a conclu un accord de services de transition avec WOW qui assurera une période de transition harmonieuse et qui lui permettra de procéder à des mises à niveau additionnelles du réseau et de lancer ses produits et services, dont une plateforme IPTV de pointe. Dans le cadre de l'acquisition, Atlantic Broadband s'attend à réaliser des avantages fiscaux d'une valeur actualisée d'environ 140 millions $ US. Ces avantages sont principalement attribuables à l'amortissement fiscal des immobilisations incorporelles qui, dans le cadre d'une transaction d'achat d'actifs, sont alignées sur la valeur de marché actuelle.

Tarifs définitifs pour les services d'accès Internet de gros groupés

Le 27 mai 2021, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a publié la Décision de télécom 2021-181, dans laquelle il a statué sur les demandes des entreprises de câblodistribution (y compris la Société) et des entreprises de télécommunications de révision et de modification de l'Ordonnance de télécom 2019-288, dans laquelle le CRTC avait établi de nouveaux tarifs pour les services d'accès Internet de gros groupés. Dans cette décision, le CRTC a annulé les réductions tarifaires de 2019 et a rendu définitifs les tarifs provisoires qu'il avait précédemment établis en 2016, avec certains ajustements. La décision du CRTC fournit un cadre réglementaire plus stable en attendant que son examen de la méthode servant à établir ces tarifs soit effectué, ce qui favorisera la continuité des investissements actuels visant à accroître l'accès aux services Internet haute vitesse dans les zones peu desservies ou non desservies. En raison de cette décision, la Société devra effectuer des paiements rétroactifs aux clients des services d'accès Internet de gros pour la période entre mars et octobre 2016 et elle a comptabilisé un montant de 4,6 millions $ en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021.

Le 28 mai 2021, TekSavvy Solutions Inc. (« TekSavvy ») a déposé une requête auprès du gouverneur en conseil dans le but d'annuler la Décision de télécom 2021-181 et de rétablir la décision du CRTC de 2019 à l'égard des tarifs. Le gouverneur en conseil n'a toujours pas rendu sa décision au sujet de cette requête. Le 28 juin 2021, TekSavvy a déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision auprès de la Cour d'appel fédérale, qui est actuellement en cours.

Programme Emergency Broadband Benefit de la Federal Communications Commission

Le 12 mai 2021, Atlantic Broadband a annoncé qu'elle offrira des services de connectivité à large bande à des prix réduits aux ménages en difficulté financière par l'intermédiaire du programme Emergency Broadband Benefit (le « programme EBB ») de la Federal Communications Commission. Dans le cadre de ce programme, Atlantic Broadband offrira un rabais pouvant aller jusqu'à 50 $ US par mois sur les services à large bande pour les ménages admissibles (et jusqu'à 75 $ US par mois pour les ménages situés sur des terres tribales admissibles) afin qu'ils puissent être branchés à Internet aux fins de l'apprentissage à distance, du travail à domicile, des soins de santé virtuels et d'autres services en ligne essentiels pendant la pandémie de COVID-19. Les nouveaux clients, les clients existants et les anciens clients qui satisfont aux exigences d'admissibilité financière peuvent choisir parmi les divers forfaits Internet offrant des vitesses conçues pour répondre aux divers besoins des ménages. Atlantic Broadband recevra un remboursement pour chaque client admissible qui sera crédité au cours de la période visée par le programme EBB, aux termes de ce dernier, à compter de juillet 2021 et jusqu'à la fin du programme.

Développements relatifs aux services sans fil

Cadre réglementaire du CRTC relativement aux ERMV

Le 15 avril 2021, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom 2021-130, *Examen des services sans fil mobiles*, qui vise à offrir aux Canadiens un plus grand choix en matière de services sans fil, de meilleurs services et des prix abordables. Cette décision exige de Bell, de Rogers, de TELUS et de SaskTel qu'elles fournissent aux entreprises régionales qui investissent dans les infrastructures et le spectre un accès de type ERMV (exploitant de réseaux mobiles virtuels). Ces entreprises nationales doivent fournir aux entreprises régionales de services sans fil un accès dans les zones où elles détiennent des licences d'utilisation de spectre de niveau 4 ou plus. Cogeco Connexion détient actuellement une licence d'utilisation de spectre de niveau 4 dans 37 des 55 zones de niveau 4 où elle offre actuellement des services en Ontario et au Québec. Un accès de type ERMV est offert pour une période de sept ans et les tarifs doivent être négociés commercialement; en dernier recours, le CRTC peut offrir un arbitrage de l'offre finale.

Le nouveau cadre apporte plus de clarté à mesure que nous élaborons nos plans visant à offrir des services mobiles sans fil.

Enchères relatives au spectre de la bande de 3 500 MHz

Cogeco Connexion est un soumissionnaire admissible dans le cadre des enchères visant les licences de spectre dans la bande de 3 500 MHz, qui ont débuté le 15 juin 2021 et sont toujours en cours. Une tranche de 200 MHz de spectre est disponible dans la bande de 3 500 MHz, et une tranche de 50 MHz est réservée aux concurrents régionaux et de moindre envergure. En avril 2021, Cogeco Connexion a signé une nouvelle lettre de crédit non garantie qui a été soumise à Innovation, Sciences et Développement économique (« ISDE ») Canada à titre de dépôt préalable aux enchères, avec sa demande de participation. Conformément aux règles de confidentialité établies par ISDE Canada concernant les communications au cours du processus d'enchères, la Société n'a pas le droit de divulguer le montant de cette lettre de crédit. Les résultats de la vente aux enchères devraient être publiés au cours des prochaines semaines.

Impôts canadiens

Le dernier budget fédéral présenté le 19 avril 2021 comprenait certaines mesures internationales relatives au projet de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'« OCDE ») sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. Plus précisément, le budget comprend des propositions portant sur l'établissement de nouvelles limites de déductibilité des intérêts et règles pour lutter contre les arrangements hybrides. Compte tenu des renseignements limités disponibles, les nouvelles limites de déductibilité des intérêts ne devraient pas avoir d'incidence sur Cogeco Communications. La Société surveillera la publication du projet de règles au cours des prochains mois afin d'évaluer toute incidence défavorable potentielle sur sa situation fiscale générale, incidence qui, le cas échéant, se manifesterait au plus tôt en 2023.

Impôts américains

L'administration américaine a l'intention d'augmenter le taux d'imposition des sociétés et d'ajouter possiblement un impôt minimal sur le bénéfice comptable des sociétés. Si les changements liés aux taux d'imposition des sociétés devaient être mis en œuvre, la Société engagerait une charge d'impôts différés non récurrente sans effet sur la trésorerie à la réévaluation des passifs d'impôts différés, et ses charges d'impôts augmenteraient dans le futur. Selon les informations les plus récentes, la Société ne s'attend pas à ce que l'impôt minimal sur le bénéfice comptable des sociétés ait une incidence sur ses activités.

Accélération de l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion au Québec en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral

Le 22 mars 2021, Cogeco Communications a annoncé que Cogeco Connexion réalisera 13 projets d'expansion de son réseau Internet haute vitesse dans plusieurs régions du Québec, en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral. Ces projets d'infrastructure en région représentent un investissement d'environ 240 millions $, dont une tranche de 208 millions $ proviendra des gouvernements provincial et fédéral, sous forme de subventions gouvernementales.

Au terme de la réalisation de ces projets, c'est plus de 54 000 foyers et entreprises qui seront connectés aux services Internet haute vitesse de Cogeco Connexion. Ces projets d'investissement dans l'infrastructure numérique devraient être achevés d'ici septembre 2022. Le 26 mars 2021, Cogeco Connexion a reçu une tranche de 187,5 millions $ du montant des subventions gouvernementales prévues de 208 millions $, qui servira à payer une partie des projets d'expansion, et la tranche restante devrait être reçue à la fin des projets. Le montant des subventions peut varier en fonction de l'étendue et des coûts réels des travaux de construction. Les projets sont également assujettis à des pénalités, sauf dans le cas d'événements indépendants de la volonté de Cogeco Connexion, s'ils sont achevés au-delà de septembre 2022.

Acquisition de DERYtelecom

Le 14 décembre 2020, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions $, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs. Cette acquisition permet à Cogeco Connexion d'étendre ses activités dans plus de 200 municipalités du Québec et d'ajouter environ 100 000 clients. Le prix d'achat a été financé au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications. Étant donné que la transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs, Cogeco Connexion prévoit réaliser des avantages fiscaux d'une valeur actualisée d'environ 40 millions $. Ces avantages sont attribuables à l'amortissement fiscal des immobilisations corporelles et incorporelles qui, dans le cadre d'une transaction d'achat d'actifs, sont alignées sur la valeur de marché actuelle.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

				Trimestres clos les 31 mai	
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Produits	**624 308**	605 821	3,1	8,8	(34 874)
Charges d'exploitation	**321 457**	304 921	5,4	12,0	(20 174)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**5 852**	6 183	(5,4)	(5,4)	—
BAIIA ajusté	**296 999**	294 717	0,8	5,8	(14 700)
Marge du BAIIA ajusté	**47,6 %**	48,6 %			

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3994 $ CA pour 1 $ US.

				Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Produits	**1 877 769**	1 779 115	5,5	8,1	(45 642)
Charges d'exploitation	**945 126**	907 694	4,1	7,0	(26 240)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**17 557**	17 227	1,9	1,9	—
BAIIA ajusté	**915 086**	854 194	7,1	9,4	(19 402)
Marge du BAIIA ajusté	**48,7 %**	48,0 %			

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3466 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

	Trimestres clos les 31 mai				
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**353 336**	320 547	10,2	10,2	—
Services à large bande américains	**270 972**	285 274	(5,0)	7,2	(34 874)
	624 308	605 821	3,1	8,8	(34 874)

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**1 036 247**	963 575	7,5	7,5	—
Services à large bande américains	**841 522**	815 540	3,2	8,8	(45 642)
	1 877 769	1 779 115	5,5	8,1	(45 642)

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 3,1 % et de 5,5 % (8,8 % et 8,1 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- la croissance interne au sein des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, qui découle principalement de la croissance du nombre de clients du service Internet, compte tenu de la demande accrue pour les offres de services à haute vitesse dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et des hausses tarifaires entrées en vigueur à l'égard de certains services; et
- l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020, qui a contribué à la croissance des produits dans le secteur des Services à large bande canadiens; facteurs partiellement contrebalancés par
- un ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 au sein du secteur des Services à large bande canadiens.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, l'augmentation s'explique également par l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020, qui a contribué à la croissance des produits du secteur des Services à large bande américains.

Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom et de l'incidence du montant de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, les produits ont augmenté de 5,0 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, selon un taux de change constant. Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, ainsi que de l'incidence de la comptabilisation d'un montant de 4,6 millions $ à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, les produits ont augmenté de 5,0 % selon un taux de change constant pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mai				
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**164 351**	143 809	14,3	14,9	(897)
Services à large bande américains	**149 458**	155 843	(4,1)	8,3	(19 277)
Activités du siège social et éliminations	**7 648**	5 269	45,2	45,2	—
	321 457	304 921	5,4	12,0	(20 174)

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**471 440**	445 510	5,8	6,1	(1 162)
Services à large bande américains	**451 953**	445 243	1,5	7,1	(25 078)
Activités du siège social et éliminations	**21 733**	16 941	28,3	28,3	—
	945 126	907 694	4,1	7,0	(26 240)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 5,4 % (12,0 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- une hausse des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande canadiens découlant de l'acquisition de DERYtelecom;
- la hausse des frais de marketing et de publicité, tant dans les secteurs des Services à large bande canadiens que des Services à large bande américains, afin de soutenir la croissance globale de notre clientèle, puisque ces dépenses prévues ont été différées au cours du premier semestre de l'exercice 2021 dans le contexte de la pandémie de COVID-19; et
- une hausse des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande américains découlant de la croissance des produits, conjuguée aux hausses annuelles des tarifs de programmation vidéo.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 4,1 % (7,0 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- une hausse des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande canadiens découlant de l'acquisition de DERYtelecom; et
- une hausse des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande américains découlant de la croissance des produits, y compris la hausse des charges d'exploitation découlant de l'acquisition de Thames Valley Communications, conjuguée aux hausses annuelles des tarifs de programmation vidéo.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

HONORAIRES DE GESTION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») ont atteint 5,9 millions $ et 17,6 millions $, respectivement, comparativement à 6,2 millions $ et à 17,2 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les 31 mai				
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**188 985**	176 738	6,9	6,4	897
Services à large bande américains	**121 514**	129 431	(6,1)	5,9	(15 597)
Activités du siège social et éliminations	**(13 500)**	(11 452)	17,9	17,9	—
	296 999	294 717	0,8	5,8	(14 700)

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**564 807**	518 065	9,0	8,8	1 162
Services à large bande américains	**389 569**	370 297	5,2	10,8	(20 564)
Activités du siège social et éliminations	**(39 290)**	(34 168)	15,0	15,0	—
	915 086	854 194	7,1	9,4	(19 402)

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 0,8 % et de 7,1 % (5,8 % et 9,4 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison des facteurs suivants :

- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable à la croissance des produits et à l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom, facteurs contrebalancés en partie par un ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés; et
- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à la croissance des produits, facteur contrebalancé en partie par un profit non récurrent à la cession d'immobilisations corporelles de 1,7 million $ US comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2020.

De plus, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a bénéficié du calendrier de certaines activités de vente et de marketing reportées dans les deux pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications au sein du secteur des Services à large bande américains.

Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom, de l'incidence de 4,6 millions $ comptabilisée à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés et du profit non récurrent à la cession d'immobilisations corporelles de 1,7 million $ US à l'exercice précédent, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, selon un taux de change constant. Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, de l'incidence de 4,6 millions $ comptabilisée à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés et du profit non récurrent à la cession d'immobilisations corporelles de 1,7 million $ US, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,0 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, selon un taux de change constant.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 1,2 million $ et à 4,8 millions $, respectivement, principalement en raison des frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio, annoncée le 30 juin 2021, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à néant et à 5,5 millions $, respectivement, et découlent des changements organisationnels apportés à l'échelle de la Société, qui se sont traduits par une optimisation des coûts, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de Thames Valley Communications.

4.3 AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2021	2020	Variation	**2021**	2020	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Amortissement des immobilisations corporelles[1]	**118 489**	113 952	4,0	**345 097**	330 750	4,3
Amortissement des immobilisations incorporelles	**9 667**	15 089	(35,9)	**34 163**	43 663	(21,8)
	128 156	129 041	(0,7)	**379 260**	374 413	1,3

(1) Comprend l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 1,5 million $ et de 4,4 millions $ (1,8 million $ et 5,1 millions $ en 2020) pour le trimestre et la période de neuf mois de l'exercice 2021.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, la dotation aux amortissements a diminué de 0,7 % en raison principalement des facteurs suivants :

- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; et
- la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles relativement aux relations clients acquises précédemment; facteurs partiellement contrebalancés par
- une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles par suite de l'acquisition de DERYtelecom combinée à une hausse des dépenses d'investissement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, la dotation aux amortissements a augmenté de 1,3 % en raison principalement des facteurs suivants :

- une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles par suite de l'acquisition de DERYtelecom combinée à une hausse des dépenses d'investissement; partiellement contrebalancées par
- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; et
- la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles relativement aux relations clients acquises précédemment.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2021	2020	Variation	**2021**	2020	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**30 282**	39 484	(23,3)	**95 688**	118 531	(19,3)
Intérêts sur les obligations locatives	**326**	391	(16,6)	**988**	1 150	(14,1)
Profit lié à une modification de la dette	**—**	—	—	**—**	(22 898)	(100,0)
Perte nette de change	**1 669**	348	—	**992**	379	—
Amortissement des coûts de transaction différés	**183**	218	(16,1)	**579**	893	(35,2)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	**(41)**	(169)	(75,7)	**(132)**	(462)	(71,4)
Autres	**1 087**	84	—	**2 440**	(5 802)	—
	33 506	40 356	(17,0)	**100 555**	91 791	9,5

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les charges financières ont diminué de 17,0 % en raison principalement des facteurs suivants :

- la baisse des charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang résultant de la diminution du taux d'intérêt et du capital impayé;
- le remboursement anticipé des débentures garanties de premier rang, série 2 en juillet 2020; et
- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des produits d'intérêts découlant des investissements en raison de la baisse de la trésorerie excédentaire.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les charges financières ont augmenté de 9,5 % en raison principalement des facteurs suivants :

- un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2020 concernant la modification apportée à la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang le 3 février 2020, qui a découlé de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 %; et

- la diminution des produits d'intérêts découlant des investissements en raison de la baisse de la trésorerie excédentaire; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang résultant de la diminution du taux d'intérêt et du capital impayé;
- le remboursement anticipé des débentures garanties de premier rang, série 2 en juillet 2020; et
- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2021	2020	Variation	**2021**	2020	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Exigibles	**6 504**	15 845	(59,0)	**44 739**	43 919	1,9
Différés	**24 822**	12 739	94,9	**57 521**	38 097	51,0
	31 326	28 584	9,6	**102 260**	82 016	24,7

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2021	2020	Variation	**2021**	2020	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**134 112**	125 308	7,0	**430 501**	382 459	12,6
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %	—	**26,5 %**	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**35 540**	33 207	7,0	**114 083**	101 352	12,6
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**600**	626	(4,2)	**2 366**	1 633	44,9
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**351**	385	(8,8)	**680**	(760)	—
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(4 765)**	(5 610)	(15,1)	**(14 800)**	(18 223)	(18,8)
Autres	**(400)**	(24)	—	**(69)**	(1 986)	(96,5)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**31 326**	28 584	9,6	**102 260**	82 016	24,7
Taux d'impôt effectif	**23,4 %**	22,8 %	2,6	**23,8 %**	21,4 %	11,2

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, la charge d'impôts a augmenté de 9,6 % et de 24,7 %, respectivement, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat. De plus, les impôts exigibles ont bénéficié d'un ajustement rétroactif de 7,1 millions $ comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2021 et de 4,1 millions $ pour les neuf premiers mois, à la suite de l'harmonisation de la législation fiscale du Québec avec la mesure d'amortissement accéléré aux fins de l'impôt fédéral, considérée comme quasi adoptée le 10 mars 2021.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2021	2020	Variation	**2021**	2020	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	**$**	$	%	**$**	$	%
Bénéfice de la période	**102 786**	96 724	6,3	**328 241**	300 443	9,3
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 702**	90 771	5,4	**305 317**	284 340	7,4
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle[(1)]	**7 084**	5 953	19,0	**22 924**	16 103	42,4
Bénéfice par action de base	**2,02**	1,89	6,9	**6,42**	5,84	9,9

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans Atlantic Broadband.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 6,3 % et de 5,4 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières; facteurs contrebalancés en partie par
- la dépréciation du dollar américain; et
- la hausse de la charge d'impôts.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 9,3 % et de 7,4 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; facteur contrebalancé en partie par
- la hausse de la charge d'impôts; et
- l'augmentation des charges financières, principalement attribuable au profit sans effet sur la trésorerie de 22,9 millions $ sur la modification de la dette comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020, facteur contrebalancé en partie par la baisse des charges d'intérêts.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est une filiale de Cogeco, qui détenait 33,2 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2021, représentant 83,3 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les honoraires de gestion versés à Cogeco se sont chiffrés à 5,9 millions $ et à 17,6 millions $, respectivement, comparativement à 6,2 millions $ et à 17,2 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des neuf premiers mois des exercices 2021 et 2020, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
(en nombre d'unités)	**2021**	2020
Options sur actions	**69 200**	110 875
Unités d'actions liées au rendement	**10 375**	14 375
Unités d'actions différées	**792**	1 847

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Options sur actions	**274**	331	**885**	901
Unités d'actions incitatives	**—**	8	**6**	30
Unités d'actions liées au rendement	**233**	351	**358**	1 048
Unités d'actions différées	**61**	6	**249**	149
	568	696	**1 498**	2 128

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2021	2020	Variation	**2021**	2020	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**264 621**	282 229	(6,2)	**737 512**	663 074	11,2
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	**(126 002)**	(200 113)	(37,0)	**(749 910)**	(430 376)	74,2
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**(85 565)**	(93 204)	(8,2)	**(27 570)**	(300 685)	(90,8)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	**(13 787)**	2 987	—	**(21 089)**	5 277	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**39 267**	(8 101)	—	**(61 057)**	(62 710)	(2,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**266 173**	501 895	(47,0)	**366 497**	556 504	(34,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**305 440**	493 794	(38,1)	**305 440**	493 794	(38,1)

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 6,2 %, surtout en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des impôts sur le résultat payés, principalement en raison du calendrier des acomptes provisionnels; et
- la dépréciation du dollar américain; facteurs partiellement contrebalancés par
- la diminution des intérêts payés.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 11,2 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- les variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement du calendrier du paiement des dettes fournisseurs et autres créditeurs; et
- la diminution des intérêts payés; facteurs partiellement contrebalancés par
- la dépréciation du dollar américain; et
- l'augmentation des impôts sur le résultat payés, principalement en raison du calendrier des acomptes provisionnels à la fin de l'exercice.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 37,0 %, principalement en raison des acquisitions de Thames Valley Communications et d'iTéract conclues au cours du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 74,2 %, principalement en raison de l'acquisition de DERYtelecom conclue au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, partiellement contrebalancée par les flux de trésorerie affectés aux acquisitions de Thames Valley Communications et d'iTéract à l'exercice précédent.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Les acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que l'intensité du capital par secteur opérationnel sont les suivantes :

	Trimestres clos les 31 mai				Périodes de neuf mois closes les 31 mai			
	2021	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[1]	**2021**	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	**$**	$	%	%
Services à large bande canadiens	**57 230**	61 217	(6,5)	(2,6)	**180 294**	202 108	(10,8)	(9,2)
Intensité du capital	**16,2 %**	19,1 %			**17,4 %**	21,0 %		
Services à large bande américains	**67 579**	61 184	10,5	24,7	**174 485**	151 965	14,8	22,0
Intensité du capital	**24,9 %**	21,4 %			**20,7 %**	18,6 %		
Activités du siège social et éliminations	**1 761**	1 252	40,7	40,7	**3 227**	1 722	87,4	87,4
Données consolidées	**126 570**	123 653	2,4	11,3	**358 006**	355 795	0,6	4,6
Intensité du capital	**20,3 %**	20,4 %			**19,1 %**	20,0 %		

(1) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3994 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3466 $ CA pour 1 $ US.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 2,4 % (11,3 % selon un taux de change constant) et, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, elles sont demeurées comparables à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, avec une augmentation globale de 0,6 % (4,6 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains afin de soutenir la croissance des produits du secteur découlant de la demande accrue à l'égard du service Internet haute vitesse, conjuguée aux mises à niveau de l'équipement et au calendrier de certaines initiatives, ainsi qu'à l'accélération de l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, en raison principalement du calendrier de certaines initiatives.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 20,3 % et 19,1 %, respectivement, contre 20,4 % et 20,0 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes tient surtout à la croissance des produits et à la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains.

Pour plus de détails au sujet des acquisitions d'immobilisations corporelles de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

6.3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

ÉMISSION DE TITRES D'EMPRUNT ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2021	2020	**2021**	2020	Explications
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	**6 384**	—	**(1 226)**	—	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
(Diminution) augmentation nette des facilités renouvelables	**(8 740)**	—	**171 772**	—	Liée à l'acquisition de DERYtelecom, qui a été financée en partie au moyen de la facilité à terme renouvelable de la Société. Une tranche a été remboursée au cours du troisième trimestre grâce aux flux de trésorerie disponibles générés.
Remboursement de billets, de débentures et de facilités de crédit	**(5 158)**	(5 859)	**(16 112)**	(63 603)	Principalement liée à un remboursement de 35 millions $ US sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.
Remboursement des obligations locatives	**(1 196)**	(1 352)	**(3 339)**	(3 762)	Résultat comparable.
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**—**	—	**(1 258)**	(3 228)	Remboursement du solde lié à l'acquisition de FiberLight.
	(8 710)	(7 211)	**149 837**	(70 593)	

DIVIDENDES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 30,2 millions $, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,58 $ par action, ou 27,8 millions $, versé au troisième trimestre de l'exercice 2020. Le versement de dividendes au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021 a totalisé 1,92 $ par action, ou 91,2 millions $, comparativement à 1,74 $, ou 84,6 millions $, à l'exercice précédent.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCNA »)

Le 30 avril 2021, la Société a annoncé que la TSX a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCNA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 2 068 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2021 et le 3 mai 2022. En vertu de son OPRCNA précédente, qui a débuté le 4 mai 2020 et s'est terminée le 3 mai 2021, la Société pouvait racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 1 809 000 actions subalternes.

Le 2 septembre 2020, Cogeco Communications a cessé de racheter des actions en vertu de l'OPRCNA à la suite d'une proposition non sollicitée visant l'acquisition de la Société. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a repris le rachat d'actions.

Le tableau suivant présente les rachats en vertu de l'OPRCNA.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et le prix de rachat moyen pondéré par action)	**$**	**$**	**$**	**$**
Actions subalternes à droit de vote rachetées et annulées	**414 000**	601 900	**742 600**	1 397 400
Prix de rachat moyen pondéré par action	**118,28**	98,73	**115,13**	104,41
Coûts liés au rachat	**48 967**	59 425	**85 492**	145 902

La Société a conclu un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions subalternes à droit de vote en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

6.4 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

				Trimestres clos les 31 mai	
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté[3]	**296 999**	294 717	0,8	5,8	(14 700)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 334**	2 383	(2,1)	9,0	(264)
Paiement fondé sur des actions	**2 177**	1 864	16,8	16,8	—
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(863)**	(1 593)	(45,8)	(45,8)	—
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**424**	5	—	—	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**(1 225)**	(12)	—	—	110
Charges financières	**(33 506)**	(40 356)	(17,0)	(9,1)	3 160
Impôts exigibles	**(6 504)**	(15 845)	(59,0)	(58,1)	140
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**(126 570)**	(123 653)	2,4	11,3	11 093
Remboursement des obligations locatives	**(1 196)**	(1 352)	(11,5)	(6,0)	75
Flux de trésorerie disponibles[3]	**132 070**	116 158	13,7	14,0	(386)

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3994 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

				Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté[3]	**915 086**	854 194	7,1	9,4	(19 402)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**6 935**	7 159	(3,1)	1,7	(344)
Paiement fondé sur des actions	**5 931**	5 821	1,9	1,9	—
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(607)**	(338)	79,6	79,6	—
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	**(482)**	924	—	—	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**(4 770)**	(5 531)	(13,8)	(11,4)	130
Charges financières[4]	**(100 555)**	(114 689)	(12,3)	(8,7)	4 159
Impôts exigibles	**(44 739)**	(43 919)	1,9	2,1	101
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**(358 006)**	(355 795)	0,6	4,6	14 187
Remboursement des obligations locatives	**(3 339)**	(3 762)	(11,2)	(8,6)	99
Flux de trésorerie disponibles[3]	**415 454**	344 064	20,7	21,1	(1 070)

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3466 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

(4) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 13,7 % (14,0 % selon un taux de change constant) en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des impôts exigibles, principalement à la suite de l'harmonisation de la législation fiscale du Québec avec la mesure d'amortissement accéléré aux fins de l'impôt fédéral, ce qui a eu une incidence favorable sur notre charge d'impôts exigibles au cours du troisième trimestre, puisque la législation a été quasi adoptée le 10 mars 2021; et
- la diminution des charges financières; partiellement contrebalancées par
- la hausse des dépenses d'investissement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 20,7 % (21,1 % selon un taux de change constant) principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ pour l'exercice 2020; partiellement contrebalancées par
- la hausse des dépenses d'investissement.

6.5 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 14 juillet 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 août 2021 aux actionnaires inscrits en date du 28 juillet 2021. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en deux secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise, prend des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et évalue leur performance.

7.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les 31 mai				
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**353 336**	320 547	10,2	10,2	—
Charges d'exploitation	**164 351**	143 809	14,3	14,9	(897)
BAIIA ajusté	**188 985**	176 738	6,9	6,4	897
Marge du BAIIA ajusté	**53,5 %**	55,1 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**57 230**	61 217	(6,5)	(2,6)	(2 392)
Intensité du capital	**16,2 %**	19,1 %			

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3994 $ CA pour 1 $ US.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Produits	**1 036 247**	963 575	7,5	7,5	—
Charges d'exploitation	**471 440**	445 510	5,8	6,1	(1 162)
BAIIA ajusté	**564 807**	518 065	9,0	8,8	1 162
Marge du BAIIA ajusté	**54,5 %**	53,8 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**180 294**	202 108	(10,8)	(9,2)	(3 296)
Intensité du capital	**17,4 %**	21,0 %			

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3466 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 10,2 % et de 7,5 %, respectivement, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, en raison principalement des facteurs suivants :

- l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020;
- l'impact cumulatif de la demande soutenue pour les services Internet haute vitesse résidentiels depuis le début de la pandémie, étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement, ce qui s'est traduit par des ajouts de clients et par une combinaison plus favorable de produits pour le bassin de clientèle dans son ensemble; et
- les hausses tarifaires entrées en vigueur relativement à certains services; facteurs partiellement contrebalancés par
- un ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021; et
- une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie, alors que certains clients ont décidé de s'abonner uniquement aux services Internet.

Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom et de l'incidence du montant de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, les produits ont augmenté de 3,0 % et de 2,7 % selon un taux de change constant pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, respectivement.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 14,3 % et de 5,8 % (14,9 % et 6,1 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison de la hausse des charges d'exploitation découlant de l'acquisition de DERYtelecom. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, l'augmentation des charges d'exploitation s'explique également par les facteurs suivants :

- une hausse des frais de marketing et de publicité afin de soutenir la croissance globale de notre bassin de clients, ces dépenses prévues ayant été reportées au cours du premier semestre de l'exercice 2021 dans le contexte de la pandémie de COVID-19; facteur contrebalancé en partie par
- une baisse des charges pour créances douteuses par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2020 découlant du risque de crédit accru relatif aux clients au début de la pandémie de COVID-19 par suite de notre engagement de renoncer à la déconnexion des clients en situation de défaut de paiement au cours de cette période.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 6,9 % et de 9,0 % (6,4 % et 8,8 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la croissance des produits; et
- l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom; facteurs partiellement contrebalancés par
- un ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés.

De plus, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a bénéficié du calendrier de certaines activités de vente et de marketing ayant été reportées dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom et de l'incidence du montant de 4,6 millions $ comptabilisé à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,6 % et de 5,0 % selon un taux de change constant pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, respectivement.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 6,5 % et de 10,8 % (2,6 % et 9,2 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- la diminution des achats d'équipement chez l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives; et
- la diminution des coûts liés à la gestion de la congestion du réseau; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des coûts liés à l'entretien, à la croissance et à l'expansion des infrastructures de nos réseaux, les coûts additionnels liés aux infrastructures du réseau de DERYtelecom, ainsi que les autres achats d'immobilisations corporelles liés à la récente acquisition de DERYtelecom.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles s'explique également par la baisse des frais d'installation inscrits à l'actif attribuable à l'augmentation du recours à l'auto-installation en raison de la pandémie de COVID-19.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 16,2 % et 17,4 %, respectivement, comparativement à 19,1 % et à 21,0 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. La diminution du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la baisse des dépenses d'investissement conjuguée à la croissance des produits.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 31 mai		Ajouts nets (pertes nettes) Périodes de neuf mois closes les 31 mai		% de pénétration[1]	
	31 mai 2021	**2021**	2020[2][4]	**2021**[3]	2020[2][4]	**31 mai 2021**	31 mai 2020
Unités de service primaire	**2 002 736**	**(7 313)**	(11 736)	**(21 009)**	(9 962)		
Clients du service Internet	**909 901**	**4 580**	5 252	**12 243**	12 959	**45,9**	45,3
Clients du service de vidéo	**680 456**	**(7 030)**	(11 406)	**(19 011)**	(22 156)	**34,3**	35,4
Clients du service de téléphonie	**412 379**	**(4 863)**	(5 582)	**(14 241)**	(765)	**20,8**	21,0

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Déduction faite d'une provision relative aux clients en situation de défaut de paiement qui n'avaient pas été déconnectés au 31 mai 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

(3) Exclut 224 039 unités de service primaire (85 642 clients du service Internet, 80 218 clients du service de vidéo et 58 179 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition de DERYtelecom, conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2021.

(4) Exclut 2 227 unités de service primaire (1 871 clients du service Internet, 181 clients du service de vidéo et 175 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition d'iTéract Inc., conclue au troisième trimestre de l'exercice 2020.

INTERNET

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 4 580 et à 12 243, respectivement, comparativement à 5 252 et à 12 959 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- l'intérêt soutenu à l'égard des offres de services à haute vitesse étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement dans le cadre de la pandémie de COVID-19; facteur contrebalancé en partie par
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

VIDÉO

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 7 030 et à 19 011, respectivement, comparativement à 11 406 et à 22 156 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement de certains clients qui ont pris la décision de s'abonner aux services Internet, mais pas aux services de vidéo, facteur contrebalancé en partie par le lancement progressif d'EPICO.

TÉLÉPHONIE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 4 863 et à 14 241, respectivement, comparativement à 5 582 et à 765 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement de l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil mobile au Canada et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil mobile, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil mobile.

De plus, les pertes nettes moindres pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent tenaient compte d'un nombre inhabituel d'ajouts de clients du service de téléphonie en raison de l'augmentation du nombre de forfaits de téléphonie activement mis en marché au cours du premier semestre de cet exercice.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 31 mai 2021, 68 % des clients du secteur des Services à large bande canadiens étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

7.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les 31 mai				
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**270 972**	285 274	(5,0)	7,2	(34 874)
Charges d'exploitation	**149 458**	155 843	(4,1)	8,3	(19 277)
BAIIA ajusté	**121 514**	129 431	(6,1)	5,9	(15 597)
Marge du BAIIA ajusté	**44,8 %**	45,4 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**67 579**	61 184	10,5	24,7	(8 701)
Intensité du capital	**24,9 %**	21,4 %			

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3994 $ CA pour 1 $ US.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2021[1]	2020	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**841 522**	815 540	3,2	8,8	(45 642)
Charges d'exploitation	**451 953**	445 243	1,5	7,1	(25 078)
BAIIA ajusté	**389 569**	370 297	5,2	10,8	(20 564)
Marge du BAIIA ajusté	**46,3 %**	45,4 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**174 485**	151 965	14,8	22,0	(10 891)
Intensité du capital	**20,7 %**	18,6 %			

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3466 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les produits ont diminué de 5,0 % (augmenté de 7,2 % selon un taux de change constant) et augmenté de 3,2 % (8,8 % selon un taux de change constant), respectivement. En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 218,6 millions $ US et à 658,9 millions $ US, contre 203,9 millions $ US et 605,5 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. L'augmentation selon un taux de change constant découle principalement des facteurs suivants :

- le nombre plus élevé de clients du service Internet;
- les hausses tarifaires entrées en vigueur relativement à certains services; et
- la suspension temporaire à l'exercice précédent des frais de retard facturés aux clients comme mesure d'allègement en raison de la pandémie de COVID-19, lesquels avaient été rétablis dans tous les États au plus tard en septembre 2020.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, l'augmentation s'explique également par la croissance des produits découlant de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020.

Compte non tenu de l'acquisition de Thames Valley Communications, les produits ont augmenté de 7,8 % selon un taux de change constant pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont diminué de 4,1 % (augmenté de 8,3 % selon un taux de change constant). Cette augmentation selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- l'augmentation des coûts liés au service de vidéo découlant des hausses annuelles des tarifs de programmation vidéo;
- un profit non récurrent de 1,7 million $ US à la cession d'immobilisations corporelles comptabilisé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020; et
- une hausse générale des charges d'exploitation afin de stimuler et de soutenir une croissance continue de la clientèle, y compris une hausse des frais de marketing et de publicité afin de soutenir la croissance globale de notre bassin de clients, ces dépenses prévues ayant été reportées au cours du premier semestre de l'exercice 2021 dans le contexte de la pandémie de COVID-19; facteurs contrebalancés en partie par
- une baisse des charges pour créances douteuses par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2020 découlant du risque de crédit accru relatif aux clients au début de la pandémie de COVID-19 par suite de notre engagement de renoncer à la déconnexion des clients en situation de défaut de paiement au cours de cette période.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 1,5 % (7,1 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des coûts liés au service de vidéo découlant des hausses annuelles des tarifs de programmation vidéo;
- la hausse des charges d'exploitation découlant de l'acquisition de Thames Valley Communications;
- un profit non récurrent de 1,7 million $ US à la cession d'immobilisations corporelles comptabilisé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020;
- la hausse des coûts directs liés aux services Internet haute vitesse compte tenu du nombre plus élevé de clients et de l'utilisation accrue de la bande passante; et
- une hausse générale des charges d'exploitation afin de stimuler et de soutenir une croissance continue de la clientèle.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a diminué de 6,1 % (augmenté de 5,9 % selon un taux de change constant) et a augmenté de 5,2 % (10,8 % selon un taux de change constant), respectivement. En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 98,0 millions $ US et à 304,8 millions $ US, comparativement à 92,5 millions $ US et à 274,9 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. L'augmentation selon un taux de change constant pour les deux périodes s'explique principalement par les facteurs suivants :

- une croissance des produits qui découle de la demande de plus en plus grande des clients pour les offres de services Internet haute vitesse et des hausses tarifaires entrées en vigueur pour certains services; contrebalancée en partie par
- un profit non récurrent de 1,7 million $ US à la cession d'immobilisations corporelles comptabilisé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020.

De plus, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a bénéficié du calendrier de certaines activités de vente et de marketing ayant été reportées dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ainsi que de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications.

Compte non tenu du profit non récurrent de 1,7 million $ US lié à la cession d'immobilisations corporelles, le BAIIA ajusté selon un taux de change constant a augmenté de 8,0 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2021. Compte non tenu de l'acquisition de Thames Valley Communications et du profit non récurrent à la cession d'immobilisations corporelles de 1,7 million $ US, le BAIIA ajusté selon un taux de change constant a augmenté de 10,6 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 10,5 % et de 14,8 % (24,7 % et 22,0 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- une hausse des achats d'équipement chez l'abonné et des autres coûts connexes pour soutenir la demande accrue à l'égard de notre service Internet haute vitesse, conjuguée aux mises à niveau de l'équipement et au calendrier de certaines initiatives; et
- une accélération de l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 24,9 % et 20,7 %, respectivement, comparativement à 21,4 % et à 18,6 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. L'augmentation du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la hausse des dépenses d'investissement.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 31 mai		Ajouts nets (pertes nettes) Périodes de neuf mois closes les 31 mai		% de pénétration[1]	
	31 mai 2021	**2021**	2020[2][3]	**2021**	2020[2][3]	**31 mai 2021**	31 mai 2020
Unités de service primaire	**973 655**	**1 302**	14 088	**15 730**	19 849		
Clients du service Internet	**517 851**	**6 847**	12 379	**25 639**	23 475	**55,4**	52,2
Clients du service de vidéo	**309 242**	**(4 349)**	482	**(8 145)**	(5 821)	**33,1**	34,0
Clients du service de téléphonie	**146 562**	**(1 196)**	1 227	**(1 764)**	2 195	**15,7**	16,0

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Déduction faite d'une provision relative aux clients en situation de défaut de paiement qui n'avaient pas été déconnectés au 31 mai 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

(3) Exclut 15 977 unités de service primaire (9 077 clients du service Internet, 5 111 clients du service de vidéo et 1 789 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition de Thames Valley Communications, conclue au troisième trimestre de l'exercice 2020.

INTERNET

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 6 847 et à 25 639, respectivement, comparativement à 12 379 et à 23 475 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- la croissance dans le secteur résidentiel principalement attribuable à la hausse de la demande à l'égard des offres de services à haute vitesse étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement dans le cadre de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à la reprise des activités de vente dans certains circuits de vente touchés par la pandémie, conjuguée à l'intensification des efforts en matière de marketing pour les offres de services centrées sur Internet dans le cadre de la stratégie axée avant tout sur les services à large bande; et
- la croissance dans le secteur commercial.

VIDÉO

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 4 349 et à 8 145, respectivement, comparativement à des ajouts nets de 482 et à des pertes nettes de 5 821 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- l'accent mis depuis le début du deuxième trimestre de l'exercice 2021 sur les offres qui sont axées sur Internet et l'abandon des nouvelles offres axées uniquement sur la vidéo, autres que pour la clientèle résidentielle de gros;
- certains clients qui ont pris la décision de s'abonner aux services Internet, mais pas aux services de vidéo; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur; facteurs contrebalancés en partie par
- la croissance soutenue du nombre d'activations de services pour la clientèle résidentielle de gros relativement aux initiatives d'expansion en Floride.

TÉLÉPHONIE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 1 196 et à 1 764, respectivement, comparativement à des ajouts nets de 1 227 et de 2 195 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- l'accent mis depuis le début du deuxième trimestre de l'exercice 2021 sur les offres qui sont axées sur Internet; contrebalancé en partie par
- la croissance dans le secteur commercial, essentiellement en raison des offres relatives au service de voix hébergé à la suite du lancement de la version 2.0 en janvier 2021.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 31 mai 2021, 47 % des clients du secteur des Services à large bande américains étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'endettement bancaire, en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus.

Les variations s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2021** **$**	31 août 2020 $	Variation $	Explications
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**305 440**	366 497	(61 057)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ». Principalement attribuable à l'acquisition de DERYtelecom conclue au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, qui a été financée au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable, facteur contrebalancé en partie par les flux de trésorerie disponibles liés aux opérations.
Trésorerie soumise à restrictions	**161 008**	—	161 008	Principalement liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion.
Créances clients et autres débiteurs	**83 022**	83 013	9	Non significative.
Impôts sur le résultat à recevoir	**3 495**	3 283	212	Non significative.
Charges payées d'avance et autres	**35 580**	29 266	6 314	Principalement liée à la hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel au cours du premier trimestre de l'exercice 2021.
Instruments financiers dérivés	**1 178**	—	1 178	Non significative.
	589 723	482 059	107 664	
Passifs courants				
Endettement bancaire	**6 384**	7 610	(1 226)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**234 164**	211 052	23 112	Principalement liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs et à la hausse des dettes fournisseurs et autres créditeurs découlant de l'acquisition de DERYtelecom.
Provisions	**26 414**	33 864	(7 450)	Principalement liée à la renégociation d'un contrat avec un fournisseur de contenu.
Passifs d'impôts sur le résultat	**8 149**	39 897	(31 748)	Liée au paiement d'acomptes provisionnels, contrebalancé en partie par la charge d'impôts exigibles pour la période de neuf mois.
Passifs sur contrat et autres passifs	**54 214**	47 162	7 052	Principalement liée à l'acquisition de DERYtelecom.
Subventions gouvernementales reçues d'avance	**161 008**	—	161 008	Principalement liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion.
Instruments financiers dérivés	**—**	3 834	(3 834)	Non significative.
Tranche courante de la dette à long terme	**225 933**	29 569	196 364	Principalement liée aux débentures garanties de premier rang, série 3, échéant en février 2022, qui ont été classées dans la tranche courante.
	716 266	372 988	343 278	
Fonds de roulement (déficitaire) excédentaire	**(126 543)**	109 071	(235 614)	

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2021** **$**	31 août 2020 $	Variation $	Explications
Actifs non courants				
Trésorerie soumise à restrictions	**27 000**	—	27 000	Liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion.
Immobilisations corporelles	**2 263 435**	2 088 930	174 505	Principalement liée aux dépenses d'investissement au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021 et à l'acquisition de DERYtelecom, facteurs contrebalancés en partie par la dotation à l'amortissement de la période, ainsi que par la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	**2 675 708**	2 800 401	(124 693)	Liée à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et à l'amortissement pour la période, partiellement contrebalancés par les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de DERYtelecom.
Goodwill	**1 417 285**	1 381 024	36 261	Liée à l'acquisition de DERYtelecom, partiellement contrebalancée par la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	**2 851 405**	3 087 033	(235 628)	Principalement liée au classement des débentures garanties de premier rang, série 3, dans la tranche courante de la dette à long terme, conjugué à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et au remboursement trimestriel de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, facteurs partiellement contrebalancés par l'acquisition de DERYtelecom, financée en partie par la facilité à terme renouvelable de la Société.
Instruments financiers dérivés	**45 080**	67 375	(22 295)	Hausse des taux d'intérêt du marché et dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Subventions gouvernementales reçues d'avance	**27 000**	—	27 000	Liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion.
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	**6 866**	13 490	(6 624)	Gains actuariels comptabilisés au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021.
Passifs d'impôts différés	**648 864**	610 596	38 268	Moment des résorptions des différences temporaires, facteur contrebalancé en partie par la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 30 juin 2021. Se reporter à la note 13 B) des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/ d'options	Montant $
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	**15 691 100**	**98 346**
Actions subalternes à droit de vote	**31 349 898**	**880 921**
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	**840 699**	
Options pouvant être exercées	**377 679**	

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2020, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2020.

Au 31 mai 2021, la Société avait utilisé 167,0 millions $ de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions $, pour une disponibilité restante de 583,0 millions $. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 181,1 millions $ (150 millions $ US), dont une tranche de 2,9 millions $ (2,4 millions $ US) était utilisée au 31 mai 2021 pour une disponibilité restante de 178,2 millions $ (147,6 millions $ US).

8.5 NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 31 mai 2021	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débentures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	BB	SN	B1

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

8.6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, à la trésorerie soumise à restrictions et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société atténue le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est égale ou supérieure à sa propre notation. Au 31 mai 2021, la direction est d'avis que ce risque de crédit était minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que la trésorerie soumise à restrictions auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour réduire le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de liquidité

Se reporter à la sous-section « Financement ».

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2021, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2021.

Type de couverture	Montant notionnel[1]	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	770 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % - 2,262 %	Janvier 2023 - novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

(1) Deux tranches d'un montant de 330 millions $ US sont arrivées à échéance le 31 janvier 2021.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 11,8 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2021.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débentures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 8,0 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2021.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 31 mai 2021 était de 1,2072 $ pour un dollar américain (1,3042 $ au 31 août 2020). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 91 millions $.

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2021 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai				Périodes de neuf mois closes les 31 mai			
	2021	2020	Variation	Variation	**2021**	2020	Variation	Variation
	$	$	$	%	**$**	$	$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,2399**	1,3994	(0,16)	(11,4)	**1,2771**	1,3466	(0,07)	(5,2)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une variation de 0,07 $ du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021.

Période de neuf mois close le 31 mai 2021	**Services à large bande canadiens** Incidence du taux de change	**Services à large bande américains** Incidence du taux de change	**Données consolidées[1]** Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**
Produits	**—**	**(45 642)**	**(45 642)**
Charges d'exploitation	**(1 162)**	**(25 078)**	**(26 240)**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.			**—**
BAIIA ajusté	**1 162**	**(20 564)**	**(19 402)**
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**(3 296)**	**(10 891)**	**(14 187)**
Flux de trésorerie disponibles			**(1 070)**

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les données sur les activités du siège social et les éliminations ne sont pas présentées.

8.8 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Dépenses d'investissement

Au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2021, la Société a conclu des contrats de services relativement à ses projets d'expansion des services Internet haute vitesse. De plus, la Société a accéléré l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de soutenir ses projets d'expansion du réseau. Au 31 mai 2021, les engagements contractuels de la Société liés à ces dépenses d'investissement se chiffraient à environ 201,6 millions $. La Société peut résilier certains de ces contrats en donnant un avis officiel avant une période convenue.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») adéquats et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé Internal Control Integrated Framework du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le 1er septembre 2020, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a mis en œuvre un nouveau système financier. De plus, un nouveau système de gestion du capital humain a été mis en œuvre le 1er janvier 2021 par la Société et ses filiales. Ces mises en œuvre ont donné lieu à des changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021. Aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 31 mai 2021.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mai 2021 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2020, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2020, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Services sans fil mobiles

Comme il est mentionné à la rubrique « Développements de l'entreprise et en matière de réglementation », nous envisageons la possibilité d'offrir des services sans fil mobiles en complément des services que nous offrons aux clients et, si nous déterminons que cette occasion est attrayante d'un point de vue financier, nous nous attendons à effectuer des investissements à ce titre au fil du temps, en plus de profiter du régime d'ERMV. Le lancement d'activités liées aux services sans fil mobiles comporte des risques importants, car les investissements porteraient notamment sur l'acquisition de licences de spectre (y compris le recours aux acquisitions passées), les infrastructures et les systèmes liés aux réseaux, les appareils portables, les coûts de démarrage et les tarifs d'ERMV, qui demeurent incertains. Ces investissements pourraient se traduire par une pression à la baisse sur le BAIIA ajusté, les marges, les bénéfices et les flux de trésorerie disponibles. À long terme, les activités liées aux services sans fil mobiles pourraient ne pas répondre aux attentes en matière de rentabilité.

Tarifs pour les services d'accès Internet de gros

Comme il est mentionné à la rubrique « Développements de l'entreprise et en matière de réglementation », TekSavvy a déposé une requête auprès du gouverneur en conseil dans le but d'annuler la Décision de télécom 2021-181, qui rendait définitifs les tarifs provisoires pour les services d'accès Internet de gros établis en 2016, et de rétablir la décision du CRTC de 2019 à l'égard des tarifs définitifs. TekSavvy a également déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision auprès de la Cour d'appel fédérale. Les décisions à l'égard de cette requête et de cette demande d'autorisation d'appel n'ont toujours pas été rendues. Toute décision défavorable pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et sur nos résultats d'exploitation ainsi que sur notre capacité à investir davantage dans l'amélioration et l'expansion de nos réseaux.

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 ADOPTION DE NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

Modifications d'IFRS 3

En octobre 2018, l'IASB a modifié IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, pour clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction devrait être comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'actifs. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2020 et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. Les répercussions de ces modifications, le cas échéant, dépendront des faits et circonstances liés à toute acquisition future et ces modifications pourraient avoir une incidence sur la décision de comptabiliser ces acquisitions futures comme des regroupements d'entreprises ou des acquisitions d'actifs, ainsi que sur la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables acquis et le goodwill.

11.2 NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Modifications d'IAS 12

En mai 2021, l'IASB a modifié IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin de clarifier la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, génèrent des différences temporaires à la fois imposables et déductibles (p. ex., les contrats de location et les provisions pour démantèlement). Les modifications limitent la portée de l'exemption relative à la comptabilisation initiale de sorte qu'elle ne s'applique pas à ces transactions. Par conséquent, les sociétés devront comptabiliser à la fois un actif d'impôt différé et un passif d'impôt différé lors de la comptabilisation de ces transactions. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence sur ses états financiers consolidés.

Modifications d'IAS 1

En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'étendue de l'incidence sur l'information présentée dans ses états financiers consolidés.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures financières non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS
BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : – bénéfice de la période; Ajouter : – impôts sur le résultat; – charges financières; – amortissements; et – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période
		Marge du BAIIA ajusté : – BAIIA ajusté; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : – BAIIA ajusté; Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – paiement fondé sur des actions; – perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles; et – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations; Déduire : – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; – charges financières[(1)]; – impôts exigibles; – acquisitions d'immobilisations corporelles[(2)]; et – remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : – acquisitions d'immobilisations corporelles[(2)]; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS

(1) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

(2) Exclut l'acquisition sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre.

12.1 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le rapprochement entre le BAIIA ajusté et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS, ainsi que le calcul de la marge du BAIIA ajusté, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**102 786**	96 724	**328 241**	300 443
Impôts sur le résultat	**31 326**	28 584	**102 260**	82 016
Charges financières	**33 506**	40 356	**100 555**	91 791
Amortissements	**128 156**	129 041	**379 260**	374 413
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**1 225**	12	**4 770**	5 531
BAIIA ajusté	**296 999**	294 717	**915 086**	854 194
Produits	**624 308**	605 821	**1 877 769**	1 779 115
Marge du BAIIA ajusté	**47,6 %**	48,6 %	**48,7 %**	48,0 %

12.2 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Le rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**264 621**	282 229	**737 512**	663 074
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 334**	2 383	**6 935**	7 159
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	**(15 536)**	(19 512)	**9 779**	56 310
Impôts sur le résultat payés (recouvrés)	**18 085**	(6 552)	**76 395**	27 414
Impôts exigibles	**(6 504)**	(15 845)	**(44 739)**	(43 919)
Intérêts payés	**30 342**	38 816	**91 472**	108 272
Charges financières[(1)]	**(33 506)**	(40 356)	**(100 555)**	(114 689)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**(126 570)**	(123 653)	**(358 006)**	(355 795)
Remboursement des obligations locatives	**(1 196)**	(1 352)	**(3 339)**	(3 762)
Flux de trésorerie disponibles	**132 070**	116 158	**415 454**	344 064

(1) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

12.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

Le calcul de l'intensité du capital se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**126 570**	123 653	**358 006**	355 795
Produits	**624 308**	605 821	**1 877 769**	1 779 115
Intensité du capital	**20,3 %**	20,4 %	**19,1 %**	20,0 %

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	31 mai 2021	28 février 2021	Exercice 2021 30 novembre 2020	31 août 2020	31 mai 2020	29 février 2020	Exercice 2020 30 novembre 2019	Exercice 2019 31 août 2019
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	$	$	$	$	$	$	$	$
Opérations								
Produits	624 308	634 548	618 913	605 168	605 821	586 467	586 827	583 673
BAIIA ajusté	296 999	306 994	311 093	294 535	294 717	277 372	282 105	275 610
Marge du BAIIA ajusté	47,6 %	48,4 %	50,3 %	48,7 %	48,6 %	47,3 %	48,1 %	47,2 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1 225	2 330	1 215	3 955	12	5 458	61	712
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	102 786	110 559	114 896	96 148	96 724	114 011	89 708	92 403
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	1 920
Bénéfice de la période	102 786	110 559	114 896	96 148	96 724	114 011	89 708	94 323
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	95 702	102 936	106 679	90 834	90 771	109 391	84 178	87 850
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	95 702	102 936	106 679	90 834	90 771	109 391	84 178	89 770
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	264 621	231 166	241 725	254 745	282 229	231 653	149 192	304 702
Acquisitions d'immobilisations corporelles	126 570	115 214	116 222	128 195	123 653	110 840	121 302	145 099
Flux de trésorerie disponibles[1]	132 070	142 768	140 616	111 372	116 158	125 062	102 844	84 250
Intensité du capital	20,3 %	18,2 %	18,8 %	21,2 %	20,4 %	18,9 %	20,7 %	24,9 %
Données par action[2]								
Bénéfice par action								
De base								
Lié aux activités poursuivies	2,02	2,16	2,24	1,90	1,89	2,24	1,71	1,78
Lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	0,04
Lié aux activités poursuivies et abandonnées	2,02	2,16	2,24	1,90	1,89	2,24	1,71	1,82
Dilué								
Lié aux activités poursuivies	2,01	2,14	2,22	1,88	1,87	2,22	1,70	1,77
Lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	0,04
Lié aux activités poursuivies et abandonnées	2,01	2,14	2,22	1,88	1,87	2,22	1,70	1,80
Dividendes par action	0,64	0,64	0,64	0,58	0,58	0,58	0,58	0,525

(1) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre d'un exercice en raison du début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.

cogeco COMMUNICATIONS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2021

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	Notes	**2021**	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		**$**	$	**$**	$
Produits	*3*	**624 308**	605 821	**1 877 769**	1 779 115
Charges d'exploitation	*6*	**321 457**	304 921	**945 126**	907 694
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	*17*	**5 852**	6 183	**17 557**	17 227
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	*4*	**1 225**	12	**4 770**	5 531
Amortissements	*7*	**128 156**	129 041	**379 260**	374 413
Charges financières	*8*	**33 506**	40 356	**100 555**	91 791
Bénéfice avant impôts sur le résultat		**134 112**	125 308	**430 501**	382 459
Impôts sur le résultat	*9*	**31 326**	28 584	**102 260**	82 016
Bénéfice de la période		**102 786**	96 724	**328 241**	300 443
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		**95 702**	90 771	**305 317**	284 340
Participations ne donnant pas le contrôle		**7 084**	5 953	**22 924**	16 103
		102 786	96 724	**328 241**	300 443
Bénéfice par action					
De base	*10*	**2,02**	1,89	**6,42**	5,84
Dilué	*10*	**2,01**	1,87	**6,36**	5,78

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**102 786**	96 724	**328 241**	300 443
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**5 745**	(24 260)	**25 918**	(34 089)
Impôts sur le résultat connexes	**(1 523)**	6 429	**(6 868)**	9 033
	4 222	(17 831)	**19 050**	(25 056)
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(91 657)**	49 181	**(144 057)**	68 050
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**23 907**	(13 964)	**37 830**	(19 188)
Impôts sur le résultat connexes	**228**	(176)	**365**	(244)
	(67 522)	35 041	**(105 862)**	48 618
	(63 300)	17 210	**(86 812)**	23 562
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	**2 142**	3 871	**7 662**	3 839
Impôts sur le résultat connexes	**(567)**	(1 025)	**(2 030)**	(1 017)
	1 575	2 846	**5 632**	2 822
	(61 725)	20 056	**(81 180)**	26 384
Résultat global de la période	**41 061**	116 780	**247 061**	326 827
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	**52 598**	100 882	**253 394**	296 960
Participations ne donnant pas le contrôle	**(11 537)**	15 898	**(6 333)**	29 867
	41 061	116 780	**247 061**	326 827

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Réserve au titre de paiements fondés sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	$	$	$	$	$	$
	(note 13)		*(note 14)*			
Solde au 31 août 2019	1 023 390	13 526	31 028	1 131 845	359 689	2 559 478
Bénéfice de la période	—	—	—	284 340	16 103	300 443
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	9 798	2 822	13 764	26 384
Résultat global de la période	—	—	9 798	287 162	29 867	326 827
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	6 670	—	—	—	—	6 670
Paiement fondé sur des actions (notes 13 D) et 17)	—	5 218	—	—	—	5 218
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	1 129	(1 129)	—	—	—	—
Dividendes (note 13 C))	—	—	—	(84 597)	—	(84 597)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(39 085)	—	—	(106 817)	—	(145 902)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(5 643)	—	—	—	—	(5 643)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	3 859	(3 126)	—	(733)	—	—
Total (des distributions aux actionnaires) des apports des actionnaires	(33 070)	963	—	(192 147)	—	(224 254)
Solde au 31 mai 2020	990 320	14 489	40 826	1 226 860	389 556	2 662 051
Solde au 31 août 2020	**984 963**	**16 347**	**(7 117)**	**1 274 053**	**373 504**	**2 641 750**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**305 317**	**22 924**	**328 241**
Autres éléments du résultat global de la période	**—**	**—**	**(57 555)**	**5 632**	**(29 257)**	**(81 180)**
Résultat global de la période	**—**	**—**	**(57 555)**	**310 949**	**(6 333)**	**247 061**
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	**3 702**	**—**	**—**	**—**	**—**	**3 702**
Paiement fondé sur des actions (notes 13 D) et 17)	**—**	**4 412**	**—**	**—**	**—**	**4 412**
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	**665**	**(665)**	**—**	**—**	**—**	**—**
Dividendes (note 13 C))	**—**	**—**	**—**	**(91 178)**	**—**	**(91 178)**
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	**(20 826)**	**—**	**—**	**(64 666)**	**—**	**(85 492)**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**(4 439)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(4 439)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**5 064**	**(4 891)**	**—**	**(173)**	**—**	**—**
Total des distributions aux actionnaires	**(15 834)**	**(1 144)**	**—**	**(156 017)**	**—**	**(172 995)**
Solde au 31 mai 2021	**969 129**	**15 203**	**(64 672)**	**1 428 985**	**367 171**	**2 715 816**

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	*Notes*	31 mai 2021 $	31 août 2020 $
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	*15 B)*	**305 440**	366 497
Trésorerie soumise à restrictions	*11*	**161 008**	—
Créances clients et autres débiteurs		**83 022**	83 013
Impôts sur le résultat à recevoir		**3 495**	3 283
Charges payées d'avance et autres		**35 580**	29 266
Instruments financiers dérivés		**1 178**	—
		589 723	482 059
Actifs non courants			
Trésorerie soumise à restrictions	*11*	**27 000**	—
Autres actifs		**43 239**	45 109
Immobilisations corporelles		**2 263 435**	2 088 930
Immobilisations incorporelles		**2 675 708**	2 800 401
Goodwill		**1 417 285**	1 381 024
Actifs d'impôts différés		**3 640**	6 674
		7 020 030	6 804 197
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		**6 384**	7 610
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		**234 164**	211 052
Provisions		**26 414**	33 864
Passifs d'impôts sur le résultat		**8 149**	39 897
Passifs sur contrat et autres passifs		**54 214**	47 162
Subventions gouvernementales reçues d'avance	*11*	**161 008**	—
Instruments financiers dérivés		**—**	3 834
Tranche courante de la dette à long terme	*12*	**225 933**	29 569
		716 266	372 988
Passifs non courants			
Dette à long terme	*12*	**2 851 405**	3 087 033
Instruments financiers dérivés		**45 080**	67 375
Passifs sur contrat et autres passifs		**8 733**	10 965
Subventions gouvernementales reçues d'avance	*11*	**27 000**	—
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		**6 866**	13 490
Passifs d'impôts différés		**648 864**	610 596
		4 304 214	4 162 447
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	*13 B)*	**969 129**	984 963
Réserve au titre de paiements fondés sur des actions		**15 203**	16 347
Cumul des autres éléments du résultat global	*14*	**(64 672)**	(7 117)
Bénéfices non distribués		**1 428 985**	1 274 053
		2 348 645	2 268 246
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		**367 171**	373 504
		2 715 816	2 641 750
		7 020 030	6 804 197

Engagements et éventualités (note 18)
Événement postérieur à la date de clôture (note 19)

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	Notes	**2021**	2020	**2021**	2020
(en milliers de dollars canadiens)		**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période		**102 786**	96 724	**328 241**	300 443
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Amortissements	*7*	**128 156**	129 041	**379 260**	374 413
Charges financières	*8*	**33 506**	40 356	**100 555**	91 791
Impôts sur le résultat	*9*	**31 326**	28 584	**102 260**	82 016
Paiement fondé sur des actions		**2 177**	1 864	**5 931**	5 821
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		**(863)**	(1 593)	**(607)**	(338)
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		**424**	5	**(482)**	924
		297 512	294 981	**915 158**	855 070
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	*15 A)*	**15 536**	19 512	**(9 779)**	(56 310)
Intérêts payés		**(30 342)**	(38 816)	**(91 472)**	(108 272)
Impôts sur le résultat (payés) recouvrés		**(18 085)**	6 552	**(76 395)**	(27 414)
		264 621	282 229	**737 512**	663 074
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles		**(126 570)**	(123 653)	**(358 006)**	(355 795)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	*5*	**—**	(81 745)	**(394 296)**	(81 745)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		**568**	5 285	**2 392**	7 164
		(126 002)	(200 113)	**(749 910)**	(430 376)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		**6 384**	—	**(1 226)**	—
(Diminution) augmentation nette des facilités renouvelables		**(8 740)**	—	**171 772**	—
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit		**(5 158)**	(5 859)	**(16 112)**	(63 603)
Remboursement des obligations locatives		**(1 196)**	(1 352)	**(3 339)**	(3 762)
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises		**—**	—	**(1 258)**	(3 228)
Augmentation des coûts de transaction différés		**—**	(98)	**—**	(620)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	*13 B)*	**2 265**	1 326	**3 702**	6 670
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	*13 B)*	**(48 967)**	(59 425)	**(85 492)**	(145 902)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	*13 B)*	**—**	—	**(4 439)**	(5 643)
Dividendes versés	*13 C)*	**(30 153)**	(27 796)	**(91 178)**	(84 597)
		(85 565)	(93 204)	**(27 570)**	(300 685)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère		**(13 787)**	2 987	**(21 089)**	5 277
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**39 267**	(8 101)	**(61 057)**	(62 710)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		**266 173**	501 895	**366 497**	556 504
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		**305 440**	493 794	**305 440**	493 794

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de communications qui exerce ses activités au Canada sous le nom Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États longeant la côte Est, du Maine jusqu'en Floride). Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibre bidirectionnels à large bande.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détenait 33,2 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2021, représentant 83,3 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3301, Montréal (Québec) H3B 3N2.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent normalement dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2020.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles suivies par la Société dans ses états financiers consolidés annuels de 2020. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés. Certains montants comparatifs présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle des états financiers consolidés de l'exercice 2021.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que le nombre de clients du service Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison du début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 14 juillet 2021.

2. DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES

A) ADOPTION DE NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

Modifications d'IFRS 3

En octobre 2018, l'IASB a modifié IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, pour clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction devrait être comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'actifs. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2020, et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. Les répercussions de ces modifications, le cas échéant, dépendront des faits et circonstances liés à toute acquisition future, et ces modifications pourraient avoir une incidence sur la décision de comptabiliser ces acquisitions futures comme des regroupements d'entreprises ou des acquisitions d'actifs, ainsi que sur la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables acquis et le goodwill.

B) NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Modifications d'IAS 12

En mai 2021, l'IASB a modifié IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin de clarifier la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, génèrent des différences temporaires à la fois imposables et déductibles (p. ex., les contrats de location et les provisions pour démantèlement). Les modifications limitent la portée de l'exemption relative à la comptabilisation initiale de sorte qu'elle ne s'applique pas à ces transactions. Par conséquent, les sociétés devront comptabiliser à la fois un actif d'impôt différé et un passif d'impôt différé lors de la comptabilisation de ces transactions. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence sur ses états financiers consolidés.

Modifications d'IAS 1

En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'étendue de l'incidence sur l'information présentée dans ses états financiers consolidés.

3. PRODUITS

	Trimestres clos les 31 mai					
	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	2021	2020	**2021**	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$	**$**	$
Résidentiels[1]	**315 100**	287 547	**234 164**	245 361	**549 264**	532 908
Commerciaux	**37 623**	32 802	**32 819**	34 517	**70 442**	67 319
Autres	**613**	198	**3 989**	5 396	**4 602**	5 594
	353 336	320 547	**270 972**	285 274	**624 308**	605 821

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai					
	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
	$	$	$	$	$	$
Résidentiels[1]	926 473	862 639	725 174	697 364	1 651 647	1 560 003
Commerciaux	108 288	100 199	100 689	98 739	208 977	198 938
Autres	1 486	737	15 659	19 437	17 145	20 174
	1 036 247	963 575	841 522	815 540	1 877 769	1 779 115

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (la perte sectorielle) de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels : les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services Internet, de vidéo et de téléphonie et fournissent des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces de Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans 11 États : le Connecticut, le Delaware, la Floride, le Maine, le Maryland, le New Hampshire, New York, la Pennsylvanie, la Caroline du Sud, la Virginie et la Virginie-Occidentale.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

La colonne intitulée « Activités du siège social et éliminations » comprend les activités du siège social et les éliminations de consolidation.

	Trimestre clos le 31 mai 2021			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	$	$	$	$
Produits	353 336	270 972	—	624 308
Charges d'exploitation	164 351	149 458	7 648	321 457
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 852	5 852
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	188 985	121 514	(13 500)	296 999
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[1]				1 225
Amortissements				128 156
Charges financières				33 506
Bénéfice avant impôts sur le résultat				134 112
Impôts sur le résultat				31 326
Bénéfice de la période				102 786
Acquisitions d'immobilisations corporelles	57 230	67 579	1 761	126 570

(1) Comprennent principalement les frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio, annoncée le 30 juin 2021 (se reporter à la note 19), ainsi que les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020.

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

	Trimestre clos le 31 mai 2020			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	$	$	$	$
Produits	320 547	285 274	—	605 821
Charges d'exploitation	143 809	155 843	5 269	304 921
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	6 183	6 183
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	176 738	129 431	(11 452)	294 717
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition				12
Amortissements				129 041
Charges financières				40 356
Bénéfice avant impôts sur le résultat				125 308
Impôts sur le résultat				28 584
Bénéfice de la période				96 724
Acquisitions d'immobilisations corporelles	61 217	61 184	1 252	123 653

	Période de neuf mois close le 31 mai 2021			
	Services à large bande canadiens	**Services à large bande américains**	**Activités du siège social et éliminations**	**Consolidé**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**1 036 247**	**841 522**	**—**	**1 877 769**
Charges d'exploitation	**471 440**	**451 953**	**21 733**	**945 126**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**17 557**	**17 557**
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	**564 807**	**389 569**	**(39 290)**	**915 086**
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[(1)]				**4 770**
Amortissements				**379 260**
Charges financières				**100 555**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**430 501**
Impôts sur le résultat				**102 260**
Bénéfice de la période				**328 241**
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**180 294**	**174 485**	**3 227**	**358 006**

(1) Comprennent principalement les frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio, annoncée le 30 juin 2021 (se reporter à la note 19), ainsi que les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020.

	Période de neuf mois close le 31 mai 2020			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	$	$	$	$
Produits	963 575	815 540	—	1 779 115
Charges d'exploitation	445 510	445 243	16 941	907 694
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	17 227	17 227
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	518 065	370 297	(34 168)	854 194
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[(1)]				5 531
Amortissements				374 413
Charges financières				91 791
Bénéfice avant impôts sur le résultat				382 459
Impôts sur le résultat				82 016
Bénéfice de la période				300 443
Acquisitions d'immobilisations corporelles	202 108	151 965	1 722	355 795

(1) Comprennent principalement les coûts liés aux changements organisationnels apportés à l'échelle de la Société qui se sont traduits par une optimisation des coûts, ainsi que les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de Thames Valley Communications et d'iTéract, conclues le 10 mars 2020 et le 1er mai 2020, respectivement.

5. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Acquisition de DERYtelecom

Le 14 décembre 2020, la filiale de la Société, Cogeco Connexion, a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions $, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs. Cette acquisition permet à Cogeco Connexion d'étendre ses activités dans plus de 200 municipalités du Québec et d'ajouter environ 100 000 clients. Le prix d'achat a été financé au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications.

La Société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, mais le processus d'évaluation de certains actifs reste à être finalisé. La répartition préliminaire du prix d'achat était fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, laquelle est assujettie à des ajustements significatifs d'ici à ce que l'évaluation de la juste valeur soit terminée. Les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et le goodwill sont les éléments qui sont principalement susceptibles de changer. La Société présentera sous sa forme définitive la répartition du prix d'achat au cours des prochains trimestres. L'ajustement final de la répartition du prix d'achat pourrait également avoir une incidence sur la dotation aux amortissements et sur la charge d'impôts comptabilisées depuis la comptabilisation initiale de l'acquisition de DERYtelecom.

Le tableau suivant présente la répartition préliminaire du prix d'achat fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

	Au 31 mai 2021 Préliminaire $
Prix d'achat	
Contrepartie versée	**403 000**
Ajustements préliminaires du fonds de roulement	**(8 500)**
	394 500
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	**204**
Créances clients et autres débiteurs	**5 093**
Charges payées d'avance et autres	**1 456**
Immobilisations corporelles	**235 001**
Immobilisations incorporelles	**41 350**
Goodwill	**138 320**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(17 358)**
Provisions	**(1 657)**
Passifs sur contrat et autres passifs	**(6 615)**
Dette à long terme	**(1 294)**
	394 500

Le montant du goodwill, qui devrait être essentiellement déductible aux fins de l'impôt, est surtout attribuable à la croissance prévue dans les services résidentiels et commerciaux, ainsi qu'à l'expertise de la main-d'œuvre. Étant donné que la transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs, le goodwill est également attribuable à la réalisation des avantages d'impôts prévus.

Dans le cadre de cette acquisition, la Société a engagé des frais connexes à l'acquisition de 3,3 millions $ qui ont été comptabilisés au poste Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition de l'état consolidé du résultat de la Société.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, la Société a comptabilisé des produits de 27,9 millions $ et de 51,3 millions $, respectivement, relativement aux activités générées par l'acquisition de DERYtelecom. Les résultats d'exploitation de DERYtelecom sont présentés dans le secteur opérationnel Services à large bande canadiens.

Si le regroupement d'entreprises avait pris effet le 1er septembre 2020, les produits consolidés de la Société se seraient élevés à 1,909 milliard $ pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021. La direction estime que ces informations supplémentaires pro forma représentent une mesure approximative de la performance de l'entreprise regroupée et qu'elles fournissent un point de référence aux fins de comparaison avec les résultats des périodes futures. Les informations supplémentaires pro forma reposent sur des estimations et des hypothèses qui sont jugées raisonnables par la direction.

6. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**101 295**	93 308	**292 217**	277 050
Coûts de prestations de service	**172 729**	170 313	**512 041**	496 326
Coûts liés aux clients	**19 292**	20 459	**59 717**	65 097
Autres achats externes	**28 141**	20 841	**81 151**	69 221
	321 457	304 921	**945 126**	907 694

7. AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Amortissement des immobilisations corporelles[1]	**118 489**	113 952	**345 097**	330 750
Amortissement des immobilisations incorporelles	**9 667**	15 089	**34 163**	43 663
	128 156	129 041	**379 260**	374 413

(1) Comprend l'amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation de 1,5 million $ et de 4,4 millions $ pour le trimestre et la période de neuf mois de l'exercice 2021 (1,8 million et 5,1 millions $ en 2020).

8. CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**30 282**	39 484	**95 688**	118 531
Intérêts sur les obligations locatives	**326**	391	**988**	1 150
Profit lié à une modification de la dette[1]	**—**	—	**—**	(22 898)
Perte nette de change	**1 669**	348	**992**	379
Amortissement des coûts de transaction différés	**183**	218	**579**	893
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	**(41)**	(169)	**(132)**	(462)
Autres	**1 087**	84	**2 440**	(5 802)
	33 506	40 356	**100 555**	91 791

(1) Le 3 février 2020, la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang a été modifiée et la principale modification consistait en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %. Par conséquent, la Société a comptabilisé un profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions $ pour l'exercice 2020.

9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Exigibles	**6 504**	15 845	**44 739**	43 919
Différés	**24 822**	12 739	**57 521**	38 097
	31 326	28 584	**102 260**	82 016

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**134 112**	125 308	**430 501**	382 459
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %	**26,5 %**	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**35 540**	33 207	**114 083**	101 352
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**600**	626	**2 366**	1 633
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**351**	385	**680**	(760)
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(4 765)**	(5 610)	**(14 800)**	(18 223)
Autres	**(400)**	(24)	**(69)**	(1 986)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**31 326**	28 584	**102 260**	82 016
Taux d'impôt effectif	**23,4 %**	22,8 %	**23,8 %**	21,4 %

10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 702**	90 771	**305 317**	284 340
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**47 281 140**	48 101 129	**47 567 025**	48 715 564
Incidence des options sur actions dilutives[(1)]	**272 621**	209 660	**233 967**	250 409
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**69 981**	75 798	**72 756**	74 390
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	**98 121**	115 410	**101 270**	112 872
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**47 721 863**	48 501 997	**47 975 018**	49 153 235

(1) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, 2 700 et 185 335 options sur actions (209 225 et 205 150 en 2020), respectivement, ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options sur actions était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

11. TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS ET SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES REÇUES D'AVANCE

Le 22 mars 2021, Cogeco Communications a annoncé que Cogeco Connexion réalisera 13 projets d'expansion de son réseau Internet haute vitesse dans plusieurs régions du Québec, en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral. Ces projets d'infrastructure en région représentent un investissement d'environ 240 millions $, dont une tranche de 208 millions $ proviendra des gouvernements provincial et fédéral, sous forme de subventions gouvernementales.

Au terme de la réalisation de ces projets, c'est plus de 54 000 foyers et entreprises qui seront connectés aux services Internet haute vitesse de Cogeco Connexion. Ces projets d'investissement dans l'infrastructure numérique devraient être achevés d'ici septembre 2022. Le 26 mars 2021, Cogeco Connexion a reçu une tranche de 187,5 millions $ du montant des subventions gouvernementales prévues de 208 millions $, qui servira à payer une partie des projets d'expansion, et la tranche restante devrait être reçue à la fin des projets. Le montant des subventions peut varier en fonction de l'étendue et des coûts réels des travaux de construction. Les projets sont également assujettis à des pénalités, sauf dans le cas d'événements indépendants de la volonté de Cogeco Connexion, s'ils sont achevés au-delà de septembre 2022. Au 31 mai 2021, les subventions reçues d'avance de 187,5 millions $ ont été classées dans le poste Trésorerie soumise à restrictions, et un passif correspondant a été comptabilisé au poste Subventions gouvernementales reçues d'avance dans l'état consolidé de la situation financière. Le montant du poste Subventions gouvernementales reçues d'avance sera essentiellement comptabilisé comme une réduction du coût des immobilisations corporelles, selon les coûts engagés relativement à ces projets par rapport aux coûts prévus.

12. DETTE À LONG TERME

	31 mai 2021	31 août 2020
	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**3 038 106**	3 072 511
Obligations locatives	**37 629**	41 235
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**1 600**	2 856
Autres	**3**	—
	3 077 338	3 116 602
Moins : tranche courante	**225 933**	29 569
	2 851 405	3 087 033

Billets, débentures et facilités de crédit

	Échéance	Taux d'intérêt	31 mai 2021	31 août 2020
		%	$	$
Société				
Facilité à terme renouvelable				
Emprunt renouvelable	Janvier 2025	1,62 (2)	**9 987**	—
Emprunt renouvelable – 127 millions $ US(1)	Janvier 2025	1,29 (2)	**153 314**	—
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions $ US	Septembre 2024	4,14	**30 124**	32 538
Série B – 150 millions $ US	Septembre 2026	4,29	**180 630**	195 123
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	Juin 2025	4,30	**258 935**	279 687
Débentures garanties de premier rang, série 3	Février 2022	4,93	**199 839**	199 671
Débentures garanties de premier rang, série 4	Mai 2023	4,18	**299 285**	299 027
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang – 1 614 millions $ US (1 626,8 millions $ US au 31 août 2020)	Janvier 2025	2,09 (2)(3)	**1 905 992**	2 066 465
			3 038 106	3 072 511
Moins : tranche courante			**220 361**	22 171
			2 817 745	3 050 340

(1) Un montant de 127 millions $ US prélevé sur la facilité à terme renouvelable de la Société a été couvert jusqu'au 30 juin 2021 au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 153,0 millions $ et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 1,37 %.

(2) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.

(3) Au 31 mai 2021, une filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant notionnel de 770 millions $ US au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 2,017 % à 2,262 % pour des échéances variant entre le 31 janvier 2023 et le 30 novembre 2024, en vertu de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 3,07 %.

En avril 2021, Cogeco Connexion a signé une nouvelle lettre de crédit non garantie qui a été soumise à Innovation, Sciences et Développement économique (« ISDE ») Canada à titre de dépôt préalable aux enchères, avec sa demande de participation dans le cadre des enchères visant le spectre dans la bande de 3 500 MHz. Conformément aux règles de confidentialité établies par ISDE Canada concernant les communications au cours du processus d'enchères, la Société n'a pas le droit de divulguer le montant de cette lettre de crédit.

13. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 $ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	31 mai 2021	31 août 2020
	$	$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	**98 346**	98 346
31 546 198 actions subalternes à droit de vote (32 231 433 au 31 août 2020)	**886 437**	902 896
	984 783	1 001 242
74 663 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (76 957 au 31 août 2020)	**(6 461)**	(6 346)
104 328 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (115 222 au 31 août 2020)	**(9 193)**	(9 933)
	969 129	984 963

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2020	**32 231 433**	**902 896**
Actions émises contre trésorerie en vertu du régime d'options sur actions	**57 365**	**3 702**
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	**—**	**665**
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation[(1)]	**(742 600)**	**(20 826)**
Solde au 31 mai 2021	**31 546 198**	**886 437**

(1) Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2021, aux termes de son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA »), la Société a racheté et annulé respectivement 414 000 et 742 600 actions subalternes à droit de vote (601 900 et 1 397 400 en 2020) d'une valeur moyenne attribuée de 11,6 millions $ et de 20,8 millions $ (16,8 millions $ et 39,1 millions $ en 2020), pour une contrepartie de 49,0 millions $ et de 85,5 millions $ (59,4 millions $ et 145,9 millions $ en 2020). L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions a totalisé respectivement 37,4 millions $ et 64,7 millions $ (42,6 millions $ et 106,8 millions $ en 2020) et a été imputé aux bénéfices non distribués.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 avril 2021, la Société a annoncé que la TSX a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCNA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 2 068 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2021 et le 3 mai 2022. Dans le cadre de son OPRCNA précédente, qui a commencé le 4 mai 2020 et s'est terminée le 3 mai 2021, la Société pouvait acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 809 000 actions subalternes.

Le 2 septembre 2020, Cogeco Communications a cessé de racheter des actions en vertu de l'OPRCNA à la suite d'une proposition non sollicitée visant l'acquisition de la Société. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a repris le rachat d'actions.

La Société a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions subalternes à droit de vote en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2020	**76 957**	**6 346**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**24 255**	**2 311**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(26 549)**	**(2 196)**
Solde au 31 mai 2021	**74 663**	**6 461**

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2020	**115 222**	**9 933**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**22 337**	**2 128**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(33 231)**	**(2 868)**
Solde au 31 mai 2021	**104 328**	**9 193**

C) DIVIDENDES

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2021, des dividendes déterminés trimestriels de 0,64 $ l'action, pour un total de 1,92 $ l'action ou 91,2 millions $, ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,58 $ l'action, pour un total de 1,74 $ l'action ou 84,6 millions $, pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**10 042**	9 101	**30 127**	27 303
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**20 111**	18 695	**61 051**	57 294
	30 153	27 796	**91 178**	84 597

Au cours de sa réunion du 14 juillet 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 août 2021 aux actionnaires inscrits en date du 28 juillet 2021.

D) RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options sur actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2020 de la Société.

En vertu du régime d'options sur actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2021 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$
En circulation au 31 août 2020	**786 799**	**78,49**
Attribuées	**156 125**	**94,69**
Exercées[1]	**(57 365)**	**64,53**
Annulées	**(39 755)**	**89,19**
En circulation au 31 mai 2021	**845 804**	**81,93**
Pouvant être exercées au 31 mai 2021	**377 679**	**68,24**

(1) Pour les options exercées pendant la période de neuf mois, le prix moyen pondéré de l'action était de 113,65 $.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2021 était de 14,86 $ l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la charge au titre de paiements fondés sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	**2,75**
Volatilité attendue	**24,79**
Taux d'intérêt sans risque	**0,43**
Durée prévue (en années)	**5,9**

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2021 :

En circulation au 31 août 2020	**76 141**
Attribuées[1]	**26 025**
Distribuées	**(26 549)**
Annulées	**(6 417)**
En circulation au 31 mai 2021	**69 200**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions incitatives attribuées au cours de la période de neuf mois était de 95,28 $.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2021 :

En circulation au 31 août 2020	**112 886**
Attribuées[1]	**33 075**
Distribuées	**(33 231)**
Annulées	**(16 255)**
Équivalents de dividendes	**1 777**
En circulation au 31 mai 2021	**98 252**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions liées au rendement attribuées au cours de la période de neuf mois était de 94,80 $.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2021 :

En circulation au 31 août 2020	**50 958**
Émises[1]	**8 512**
Équivalents de dividendes	**997**
En circulation au 31 mai 2021	**60 467**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions différées émises au cours de la période de neuf mois était de 98,48 $.

Le tableau suivant présente la charge de rémunération comptabilisée relativement aux régimes de paiement fondé sur des actions de la Société.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**237**	200	**620**	548
Unités d'actions incitatives	**492**	561	**1 497**	1 429
Unités d'actions liées au rendement	**466**	481	**1 046**	1 262
Unités d'actions différées	**414**	(74)	**1 270**	454
	1 609	1 168	**4 433**	3 693

14. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2019	(33 842)	64 870	31 028
Autres éléments du résultat global	(25 056)	34 854	9 798
Solde au 31 mai 2020	(58 898)	99 724	40 826
Solde au 31 août 2020	**(52 184)**	**45 067**	**(7 117)**
Autres éléments du résultat global	**19 050**	**(76 605)**	**(57 555)**
Solde au 31 mai 2021	**(33 134)**	**(31 538)**	**(64 672)**

15. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020	**2021**	2020
	$	$	**$**	$
Créances clients et autres débiteurs	**26 373**	13 746	**6 069**	1 846
Charges payées d'avance et autres	**3 997**	4 484	**(6 009)**	(4 763)
Autres actifs	**(138)**	(1 021)	**(1 298)**	(5 435)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(5 180)**	3 504	**1 880**	(48 082)
Provisions	**(11 218)**	1 535	**(10 416)**	(4 852)
Passifs sur contrat et autres passifs	**1 702**	(2 736)	**(5)**	4 976
	15 536	19 512	**(9 779)**	(56 310)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 mai 2021	31 août 2020
	$	$
Trésorerie	**135 280**	366 497
Équivalents de trésorerie[(1)]	**170 160**	—
	305 440	366 497

(1) Se composent de dépôts bancaires à intérêt élevé.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, à la trésorerie soumise à restrictions et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société atténue le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est égale ou supérieure à sa propre notation. Au 31 mai 2021, la direction est d'avis que ce risque de crédit était minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que la trésorerie soumise à restrictions auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour réduire le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2021, la Société avait utilisé une somme de 167,0 millions $ en vertu de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions $, pour une disponibilité restante de 583,0 millions $. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 181,1 millions $ (150 millions $ US), dont une tranche de 2,9 millions $ (2,4 millions $ US) avait été utilisée au 31 mai 2021 pour une disponibilité restante de 178,2 millions $ (147,6 millions $ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2021, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2021.

Type de couverture	Montant notionnel[1]	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	770 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2023 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

(1) Deux tranches totalisant 330 millions $ US sont arrivées à échéance le 31 janvier 2021.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 11,8 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2021.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débentures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 8,0 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2021.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 31 mai 2021 était de 1,2072 $ pour un dollar américain (1,3042 $ au 31 août 2020). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 91 millions $.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2021		31 août 2020	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**3 038 106**	**3 158 005**	3 072 511	3 224 816

C) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Au 31 mai 2021 et au 31 août 2020, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société.

	31 mai 2021	31 août 2020
Endettement net[(1)] / BAIIA ajusté[(2)]	**2,3**	2,4
BAIIA ajusté[(2)] / charges financières[(2)]	**8,6**	7,5

(1) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 31 mai 2021, qui comprend 5,5 mois d'activités de DERYtelecom, et pour l'exercice clos le 31 août 2020. Les charges financières pour l'exercice clos le 31 août 2020 excluent le profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions $, ce qui est conforme au calcul des clauses restrictives.

17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détenait 33,2 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2021, représentant 83,3 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021 se sont chiffrés à 5,9 millions $ et à 17,6 millions $, respectivement, comparativement à 6,2 millions $ et à 17,2 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des périodes de neuf mois closes les 31 mai 2021 et 2020, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2021	2020
Options sur actions	**69 200**	110 875
Unités d'actions liées au rendement	**10 375**	14 375
Unités d'actions différées	**792**	1 847

Le tableau qui suit présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	31 mai 2021	31 mai 2020	**31 mai 2021**	31 mai 2020
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**274**	331	**885**	901
Unités d'actions incitatives	**—**	8	**6**	30
Unités d'actions liées au rendement	**233**	351	**358**	1 048
Unités d'actions différées	**61**	6	**249**	149
	568	696	**1 498**	2 128

18. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

A) ENGAGEMENTS

Dépenses d'investissement

Au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2021, la Société a conclu des contrats de services relativement à ses projets d'expansion des services Internet haute vitesse. De plus, la Société a accéléré l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de soutenir ses projets d'expansion du réseau. Au 31 mai 2021, les engagements contractuels de la Société liés à ces dépenses d'investissement se chiffraient à environ 201,6 millions $. La Société peut résilier certains de ces contrats en donnant un avis officiel avant une période convenue.

B) ÉVENTUALITÉS

Tarifs définitifs pour les services d'accès Internet de gros groupés

Le 27 mai 2021, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a publié la Décision de télécom 2021-181, dans laquelle il a statué sur les demandes des entreprises de câblodistribution (y compris la Société) et des entreprises de télécommunications de révision et de modification de l'Ordonnance de télécom 2019-288, dans laquelle le CRTC avait établi de nouveaux tarifs pour les services d'accès Internet de gros groupés. Dans cette décision, le CRTC a annulé les réductions tarifaires de 2019 et a rendu définitifs les tarifs provisoires qu'il avait précédemment établis en 2016, avec certains ajustements. En raison de la décision du CRTC, la Société devra effectuer des paiements rétroactifs aux clients des services d'accès Internet de gros pour la période entre mars et octobre 2016 et elle a comptabilisé un montant de 4,6 millions $ en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021.

Le 28 mai 2021, TekSavvy Solutions Inc. (« TekSavvy ») a déposé une requête auprès du gouverneur en conseil dans le but d'annuler la Décision de télécom 2021-181 et de rétablir la décision du CRTC de 2019 à l'égard des tarifs. Le gouverneur en conseil n'a toujours pas rendu sa décision au sujet de cette requête. Le 28 juin 2021, TekSavvy a déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision auprès de la Cour d'appel fédérale, qui est actuellement en cours.

19. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio

Le 30 juin 2021, Cogeco Communications a annoncé que sa filiale, Atlantic Broadband, avait conclu un accord définitif avec WideOpenWest, Inc. (« WOW ») pour acquérir tous ses systèmes de câblodistribution en Ohio (les « systèmes de câblodistribution en Ohio »). La valeur des systèmes de câblodistribution en Ohio s'élève à 1,125 milliard $ US, majorée des coûts de transaction et des coûts de financement. Les systèmes de câblodistribution en Ohio couvrent environ 688 000 foyers et entreprises de Cleveland et de Columbus et desservaient environ 196 000 clients des services Internet, 61 000 clients des services vidéo et 35 000 clients des services de téléphonie au 31 mars 2021.

Le prix d'achat et les coûts de transaction seront financés à l'aide d'un financement par emprunt garanti de 900 millions $ US fourni à Atlantic Broadband, ainsi que par les fonds en caisse excédentaires. L'acquisition est assujettie aux approbations réglementaires ainsi qu'aux autres conditions de clôture habituelles et devrait être conclue durant le premier trimestre de l'exercice 2022.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE

	31 mai 2021	28 février 2021[1]	30 novembre 2020	31 août 2020	31 mai 2020[2][3]
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	**2 976 391**	2 982 402	2 763 466	2 757 631	2 739 903
Clients du service Internet	**1 427 752**	1 416 325	1 319 869	1 304 228	1 281 762
Clients du service de vidéo	**989 698**	1 001 077	930 684	936 636	939 453
Clients du service de téléphonie	**558 941**	565 000	512 913	516 767	518 688
CANADA					
Foyers câblés	**1 982 255**	1 977 734	1 779 083	1 775 885	1 773 695
Unités de service primaire	**2 002 736**	2 010 049	1 790 783	1 799 706	1 802 631
Clients du service Internet	**909 901**	905 321	815 248	812 016	803 073
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**45,9 %**	45,8 %	45,8 %	45,7 %	45,3 %
Clients du service de vidéo	**680 456**	687 486	612 297	619 249	627 608
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**34,3 %**	34,8 %	34,4 %	34,9 %	35,4 %
Clients du service de téléphonie	**412 379**	417 242	363 238	368 441	371 950
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**20,8 %**	21,1 %	20,4 %	20,7 %	21,0 %
ÉTATS-UNIS					
Foyers câblés	**935 520**	929 323	927 564	922 872	916 207
Unités de service primaire	**973 655**	972 353	972 683	957 925	937 272
Clients du service Internet	**517 851**	511 004	504 621	492 212	478 689
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**55,4 %**	55,0 %	54,4 %	53,3 %	52,2 %
Clients du service de vidéo	**309 242**	313 591	318 387	317 387	311 845
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**33,1 %**	33,7 %	34,3 %	34,4 %	34,0 %
Clients du service de téléphonie	**146 562**	147 758	149 675	148 326	146 738
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**15,7 %**	15,9 %	16,1 %	16,1 %	16,0 %

(1) Le 14 décembre 2020, 224 039 unités de service primaire (85 642 clients du service Internet, 80 218 clients du service de vidéo et 58 179 clients du service de téléphonie) ont été ajoutées relativement à l'acquisition de DERYtelecom.

(2) Le 1er mai 2020, 2 227 unités de service primaire (1 871 clients du service Internet, 181 clients du service de vidéo et 175 clients du service de téléphonie) ont été ajoutées relativement à l'acquisition d'iTéract Inc.

(3) Le 10 mars 2020, 15 977 unités de service primaire (9 077 clients du service Internet, 5 111 clients du service de vidéo et 1 789 clients du service de téléphonie) ont été ajoutées relativement à l'acquisition de Thames Valley Communications.